

Rapport d'Activités 2012

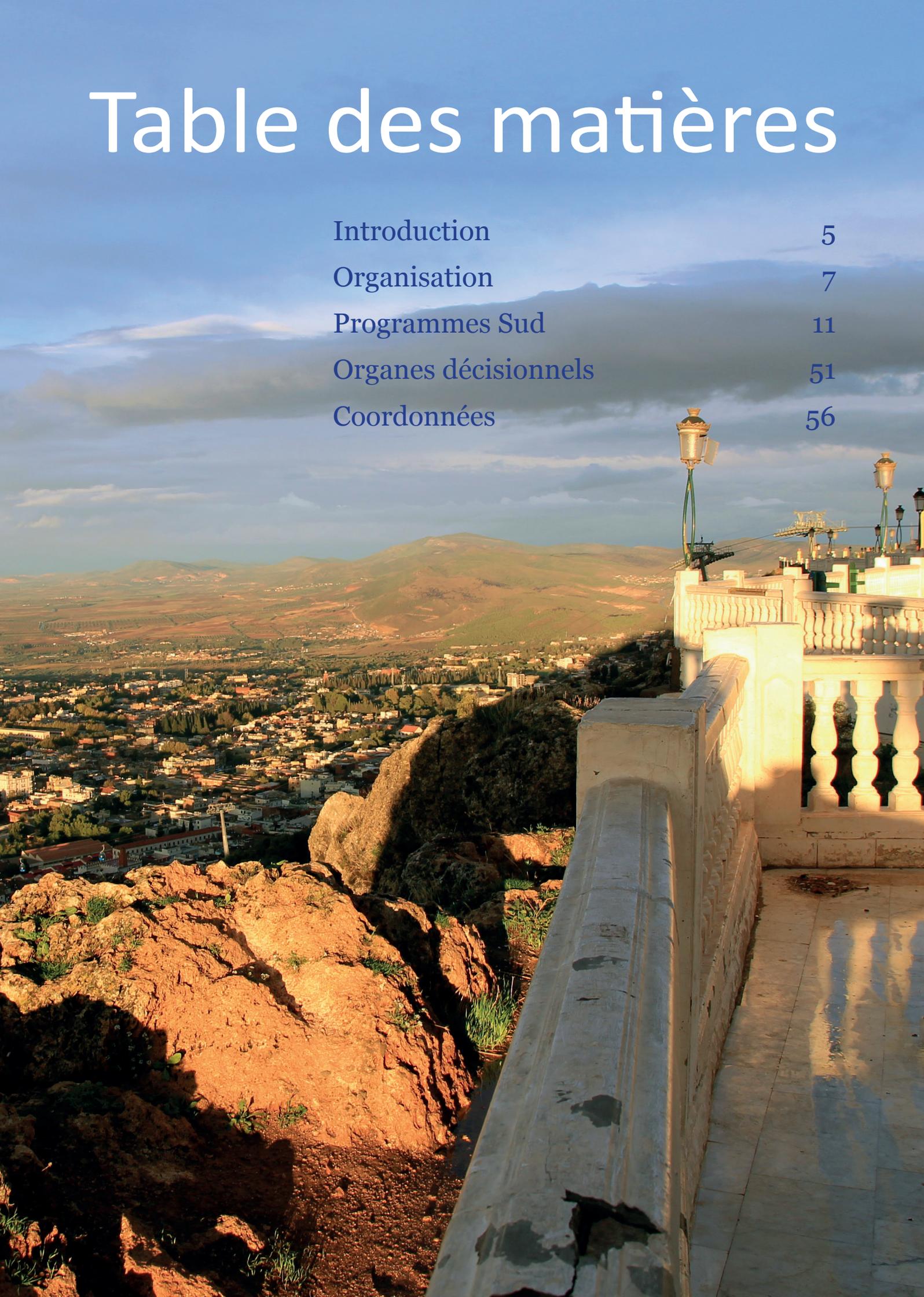


APEFE



Table des matières

Introduction	5
Organisation	7
Programmes Sud	11
Organes décisionnels	51
Coordonnées	56



L'APEFE développe les échanges
Sud-Sud entre les pays partenaires
pour dynamiser les synergies.
Ici au Bénin en janvier 2012
dans le cadre du programme
d'appui à la Réadaptation à Base
Communautaire .



Introduction

Le rapport d'activités qui suit présente les résultats atteints par le programme pluriannuel 2011-2013, au terme de sa deuxième année de mise en œuvre. Cette programmation s'inscrit dans le cadre stratégique 2008-2013 de l'APEFE.

Compte tenu de la situation « d'affaire courante » qui a prévalu pendant toute l'année 2011, ce programme 2011-2013 a été subventionné sur base de quatre arrêtés royaux respectivement datés du 30 mars, du 18 mai et du 19 juillet 2011, du 15 mai 2012 pour un montant total de 28.500.000 €. L'APEFE souhaite remercier l'Administration pour la gestion qu'elle a faite de cette situation « d'affaire courante » en mettant tout en œuvre pour qu'il n'y ait pas de rupture dans la mise en œuvre du programme. L'intérêt des partenaires locaux et des dynamiques de développement liées aux activités a été ainsi préservé.

*Eucaid organise chaque année
une conférence ouverte à tous les
acteurs intéressés par le secteur
l'éducation en coopération au
développement*



Organisation

Le programme de l'APEFE financé par l'Etat fédéral belge s'est déployé en 2012 dans plus de 10 pays et une région constituée du Vietnam, du Laos et du Cambodge. Ces activités visaient principalement le renforcement des capacités des institutions locales appelées à jouer un rôle déterminant dans la stratégie nationale de développement, avec un accent particulier sur le développement de dispositifs de formation, tant au sein des systèmes éducatifs, qu'en dehors. L'APEFE a également réalisé la mise en œuvre de divers projets pour Wallonie-Bruxelles International. Tous en parfaite synergie ou complémentarité avec les autres activités menées par l'APEFE.

Les priorités de l'APEFE

Ces activités portent essentiellement sur 3 secteurs : l'Education, dans les secteurs de la Formation Technique et Professionnelle et dans l'Enseignement de base, l'Agriculture et l'Environnement ainsi que la Santé, à travers la formation des personnels soignants. Dans ce cadre, trois expériences intéressantes et neuves pour l'association ont été réalisées :

- Le programme d'appui à la formation professionnelle (PAFP) qui a permis la mutualisation des moyens et des stratégies avec la VVOB et la CTB au Rwanda ;
- Le programme régional multi-partenarial (7 partenaires) d'appui à l'adéquation emploi/formation et à l'insertion socioprofessionnelle en Asie du Sud-Est ;
- Le projet d'amélioration de la cogestion des ressources halieutiques au Bandundu cofinancé par l'Union européenne en République Démocratique du Congo.

Educaid

En Belgique, la plateforme Educaid a atteint une vitesse de croisière en 2012 en fournissant à la DGD sa note « Recommandations pour la Coopération belge au Développement dans le secteur de l'Enseignement et de la Formation ». Cette note a été réalisée à travers un processus de participation au sein duquel tous les groupes de travail ont été impliqués.

Vie de l'association

Au siège, Etienne Godin, responsable géographique de la zone Rwanda-Burundi est parti à la retraite. Audrey Laviolette l'a remplacé, tandis que Violaine Delhaye a été recrutée pour la communication.

Mise en œuvre du programme

Après une première année marquée par une certaine incertitude budgétaire, 2012 a vu les activités atteindre leur rythme de croisière. Cependant, deux programmes d'activités ont été particulièrement marqués par le changement. Pour diverses raisons d'ordre politique et sanitaire (épidémie de choléra), l'APEFE a décidé de réorienter sa stratégie d'intervention et a mis à profit l'année 2012 pour formuler deux nouveaux programmes en République d'Haïti et au Maroc .



Utilisation du subside

En 2011 et 2012, le subside a été utilisé à 78 % soit pour un montant cumulé de dépenses égal à 14.867.452 € sur les 19.000.000 € prévus, dont 12.097.133 € de coûts opérationnels, 1.935.385 € de coûts de gestion auxquels s'ajoutent les frais de structure de 834.934 € soit 5.95 % des coûts direct totaux du programme.

Relations partenariales

L'APEFE recherche systématiquement les synergies et les complémentarités susceptibles de contribuer à l'atteinte des objectifs de ses programmes, en cohérence avec les principes de la déclaration de Paris (2005), l'Agenda pour l'Action de Accra (2008) et le partenariat de Busan pour l'efficacité de l'aide (2011) ainsi qu'avec les priorités de la coopération fédérale belge.

La mise en place en 2012 d'un Comité Technique de Concertation avec la DGD a été utile, pratique et efficace. Cette instance a permis d'établir un cadre de dialogue pour l'amélioration de la qualité des rapports. Les principes issus de cet échange ont été mis en pratique à travers les programmes relatés dans ce document.

Autres organisations

Centre d'expertise en coopération au développement de Wallonie-Bruxelles International (WBI), l'APEFE contribue à l'efficacité des programmes de coopération au développement communautaire et régionaux belges, notamment à travers le partage de ressources en RDC, Bolivie, Burundi, Haïti, Burkina Faso, Algérie, Palestine, Bénin. Dans la même dynamique, l'APEFE collabore également avec l'Agence Wallonne à l'Exportation en Mauritanie, ainsi qu'avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) en Asie du Sud Est.

Développant les complémentarités avec les universités, les hautes écoles et les institutions régionales, l'APEFE valorise in fine l'expertise wallonne à l'étranger, au bénéfice de la mise en œuvre des politiques gouvernementales du Sud dans 3 secteurs prioritaires : Enseignement et Formation technique et professionnelle; Environnement et Agriculture ; Santé.

Qualité des partenariats

D'une manière générale, les partenariats sont bons, voire très bons. Le Burkina Faso est sans doute le pays qui, à cet égard, donne le plus de satisfaction. Le partenaire gère le programme pleinement et l'APEFE vient en appui de cette gestion. Dans ce cas de figure, nous ne sommes pas loin d'une réforme d'exécution nationale.

Le programme développé en Palestine est également exemplaire, en ce que le programme est complètement géré par le partenaire. Aucun assistant technique expatrié n'y est affecté. L'appui en expertise spécifique est assuré par des missions de courte durée comme le contrôle administratif et financier de l'association.



Education & Formation Technique & Professionnelle

Amélioration de l'insertion socio-professionnelle des jeunes via le renforcement de la qualité de la formation professionnelle en République d'Haïti

Appui à l'accès à un système de formation professionnelle de qualité, adapté aux besoins du marché du travail, en particulier dans la province du Sud au Rwanda

Appui à l'adéquation entre FTP et emploi au Cambodge, au Laos et au Viêt Nam

Amélioration de la qualité de la formation professionnelle par l'appui à la réforme de 4 Centres de formation professionnelle et Appui à l'Initiative pour la Formation de maîtres à distance en RD Congo

Appui à la mise en œuvre de la Politique Sectorielle de l'Enseignement des Métiers et de la Formation Professionnelle & au renforcement du Bureau d'Etudes de l'Enseignement Technique (BEET) du Burundi.

Renforcement des instances techniques intermédiaires du Ministère de l'Education, des Conseils Educatifs des Peuples Originaires et des universités publiques des Terres Basses de Bolivie



Santé

Renforcement des capacités des soins en kinésithérapie et en réadaptation médicale au Burundi

Appui à l'amélioration des compétences des infirmiers et des sages-femmes et au renforcement des compétences des agents de la rééducation au Bénin

Amélioration des soins infirmiers dans les régions de Bethléem et d'Hébron et de l'accessibilité des groupes vulnérables à des services communautaires en Palestine



Agriculture & Environnement

Appui à la lutte contre la désertification, fixation de dunes et gestion des boisements en Mauritanie

Appui à la gestion adaptative et informatisée des forêts en Algérie

Appui à la production agroalimentaire et à l'organisation communautaire et à l'amélioration de la cogestion des ressources halieutiques en République démocratique du Congo

Appui au Développement de l'Irrigation au Burkina Faso

Programmes Sud



*Construction du Centre National
de Références en Kinésithérapie
et Réadaptation Médicale à
Bujumbura*

Algérie

Aménagement et gestion adaptative informatisée des forêts

Secteur : Foresterie

Budget : 145.000 €

Période : 2011-2013

Source : APEFE - WBI

Contexte

A l'instar des pays de l'Afrique du Nord, l'Algérie fait face à de nombreux défis écologiques. En conformité avec les instruments internationaux, l'Algérie a donc intégré la dimension de durabilité dans sa politique nationale de développement afin de prendre en charge, dans le cadre d'un système de gestion intégrée des espaces naturels, les besoins essentiels de subsistance de la population, de lutter contre la pauvreté, de prévenir la dégradation et de sauvegarder l'environnement, tout en faisant participer les populations à la gestion et à l'exploitation des forêts.

Description du programme

Depuis 2010, un projet intitulé « Aménagement et gestion adaptative et informatisée des forêts en Algérie » a démarré en collaboration avec la Direction Générale des Forêts (DGF) algérienne. Avec pour objectif d'améliorer qualitativement et quantitativement les capacités des institutions algériennes dans la gestion de leur patrimoine naturel et surtout forestier, il s'agit nécessairement d'informatiser la gestion des forêts et de prendre en compte l'aspect génétique forestier. Grâce à des missions d'échanges et des formations, WBI et l'APEFE soutiennent cette dynamique. Le Département Nature et Forêt de Wallonie met également son expertise en gestion forestière à disposition et contribue aux échanges via l'Université Catholique de Louvain à travers le « Earth and Life Institute ».

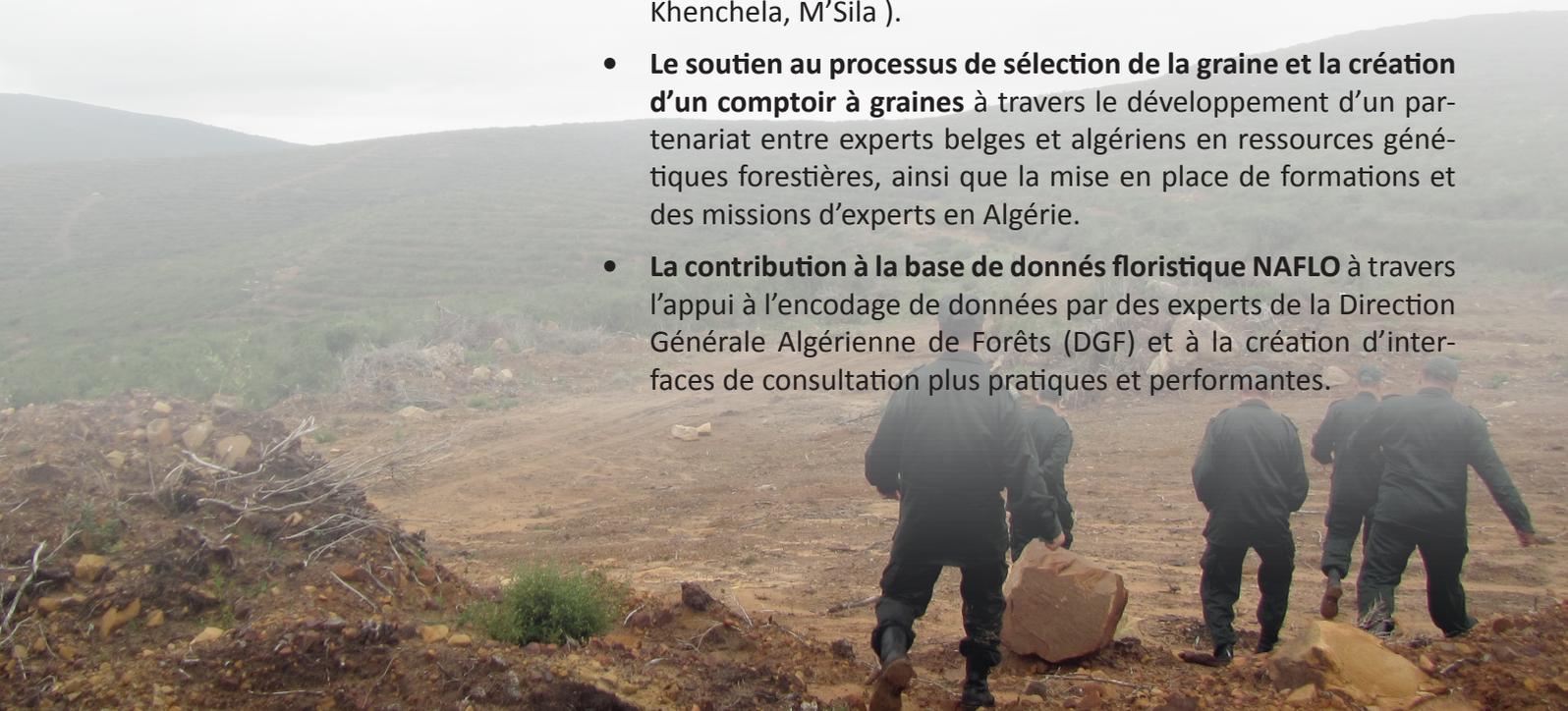
Axes d'intervention

- **La promotion de la gestion informatisée des forêts algériennes** à travers la mise en place d'un outil informatique avec pour fonction la gestion des cadastres et le support à l'aménagement forestier dans 3 sites pilotes de conservation forestière (El Tarf, Khenchela, M'Sila).
- **Le soutien au processus de sélection de la graine et la création d'un comptoir à graines** à travers le développement d'un partenariat entre experts belges et algériens en ressources génétiques forestières, ainsi que la mise en place de formations et des missions d'experts en Algérie.
- **La contribution à la base de données floristique NAFLO** à travers l'appui à l'encodage de données par des experts de la Direction Générale Algérienne de Forêts (DGF) et à la création d'interfaces de consultation plus pratiques et performantes.

Partenariats

- Direction Générale des Forêts Algérienne (DGF)
- Wallonie-Bruxelles International (WBI)
- Département de la Nature et des Forêts (DNF) de Wallonie
- Université Catholique de Louvain (UCL)

La mission des experts wallons a permis de faire l'état des lieux de la filière graine en Algérie



Article

Une nouvelle cellule informatique pour la DGF

La création, en avril 2012, de la première cellule informatique de la Direction Générale Algérienne des Forêts (DGF) a été un véritable tournant dans l'évolution de ses outils de gestion forestière. Composée d'informaticiens et d'ingénieurs forestiers, elle accompagne le développement et la mise en place du nouvel outil d'aide à l'aménagement du territoire et à la gestion du cadastre.

Appuyés par les experts de l'UCL, les informaticiens de la DGF ont élaboré en Algérie, un modèle conceptuel de données (MCD). Cette étape importante précise la structure du système d'information et définit les relations entre les éléments de la future base de données informatiques.

Validé en septembre à Alger par la DGF, ce modèle sera traduit en modèle logique, puis en modèle physique, avant de pouvoir être intégré au système de gestion des données, grâce aux compétences informatiques (Linux, ProSQL) acquises en octobre, lors d'une formation en Belgique.

Une mission a également été organisée en juin 2012 à Alger afin de présenter le projet NAFLO à tous les représentants des conservations et des parcs nationaux et de former les informaticiens à l'encodage des



données relatives à leur environnement dans les trois zones de conservations d'El Tarf, Khenchela, et M'Sila.

Finalement une mission d'experts wallons a permis de faire l'état des lieux de la filière graine en Algérie.

La première cellule informatique de la DGF est composée d'informaticiens et d'ingénieurs forestiers issus des trois zones de conservations d'El Tarf, Khenchela, et M'Sila

Témoignage

« Cette formation était très utile dans la mesure où elle a permis de faire connaître l'outil aux acteurs de la DGF et de leur offrir l'opportunité de contribuer à son développement. Les connaissances de terrain des participants ainsi que les utilisations des espèces par les populations locales sont des informations indispensables dont nous devons tenir compte dans le développement de cette base de données. »

Soraya Iboukassene - Experte formatrice à la base de données floristique NAFLO



Bénin

Renforcement des compétences des agents de la rééducation

Secteur : Santé

Budget : 1.585.990 €

Période : 2008-2013

Source : DGD

Contexte

La création officielle de la Division de la Réadaptation Médicale au sein du Ministère de la Santé et l'adoption d'un texte décrétant la création, l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Centre de Formation Professionnelle en Transfusion Sanguin, manifeste de façon tangible l'alignement des programmes de l'APEFE tant sur les politiques nationales telles que le Plan National de Développement des ressources humaines (PNDRHSS) qu'internationales telles que les Objectifs du Millénaire 4, 5 et 6.

Description du programme

Depuis 2008, ce programme a pour objectif d'améliorer qualitativement et quantitativement les capacités de réadaptation des personnes handicapées ou en état d'incapacité au Bénin par le renforcement des capacités institutionnelles du Ministère de la Santé, de la formation initiale et continue des kinésithérapeutes (niveau Licence) et des capacités du Programme National de Réadaptation à Base Communautaire (PNRBC).

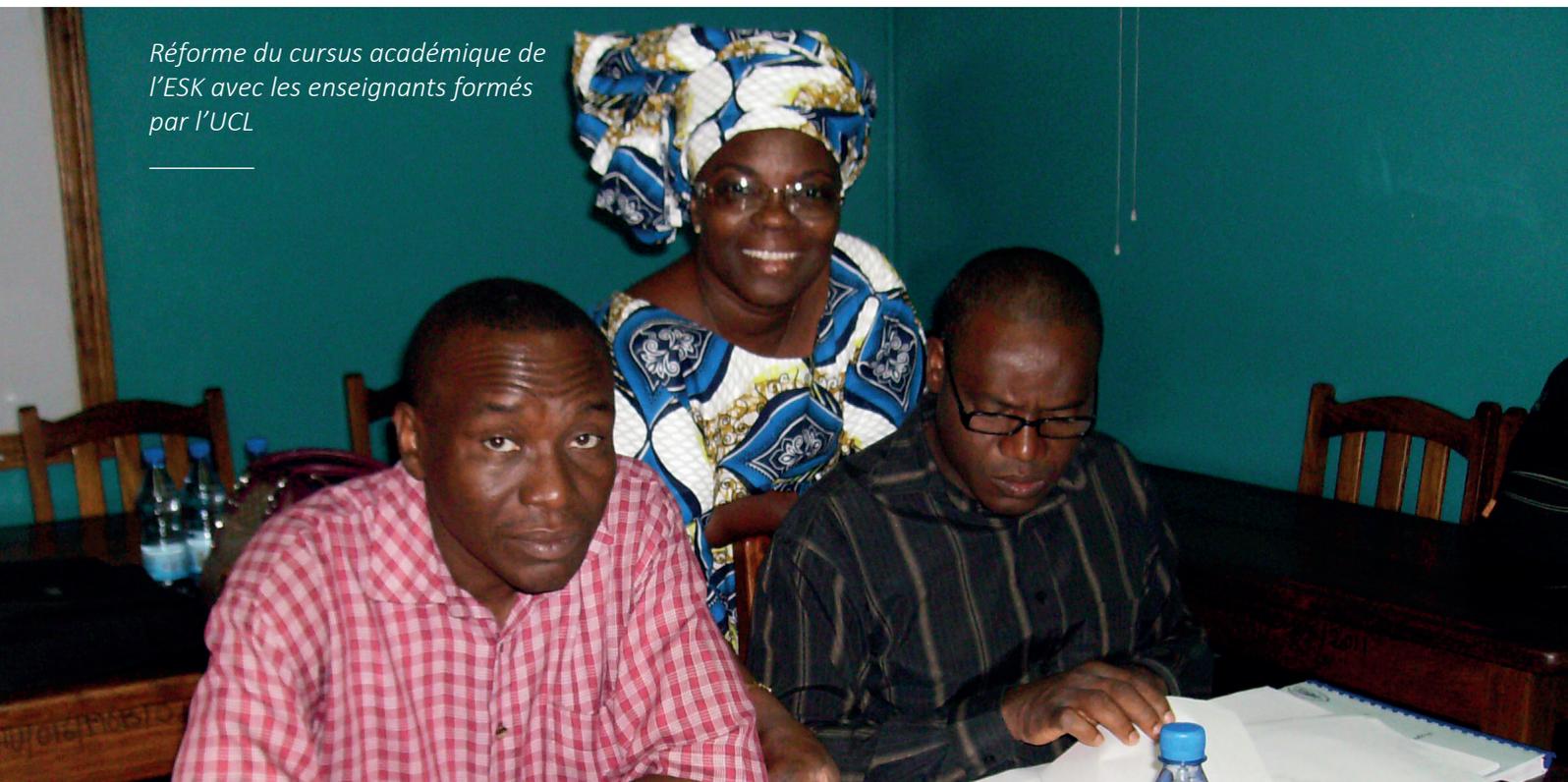
Axes d'intervention

- Le renforcement du cadre institutionnel de la Division de la Réadaptation Médicale au sein du Ministère de la Santé : réorganisation, fonctionnalisation la Division de la Réadaptation Médicale , renforcement du code de déontologie du kinésithérapeute, réactualisation de la stratégie de développement de la réadaptation médicale au Bénin.

Partenariats

- Ministère de la Santé (MS)
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)
- Wallonie-Bruxelles International (WBI)
- Université Catholique de Louvain (UCL)

Réforme du cursus académique de l'ESK avec les enseignants formés par l'UCL



Bénin

Appui à l'amélioration des compétences des infirmiers et des sages- femmes

Secteur : Santé

Budget : 904.959 €

Période : 2008-2013

Source : DGD

Partenariats

- Ministère de la Santé (MS) et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)
- Ecole Supérieure des Infirmiers et Infirmières d'Etat (ESIIE)
- Ecole Supérieure des Sages-Femmes d'Etat (ESSFE)
- Wallonie-Bruxelles International (WBI)
- Haute Ecole Provinciale du Hainaut Occidental (HEPHO)

Contexte

Avec 45% de sa population en dessous de 15 ans, le Bénin affiche un taux de croissance démographique parmi les plus élevés au monde. Politiquement stable, en paix et sécurisé, le pays a connu ces dernières années d'importants progrès en termes de gouvernance. Il a notamment retenu le développement des Ressources Humaines en Santé comme la deuxième priorité d'intervention du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) pour la période 2009-2018.

Description du programme

Depuis 2008, ce renforcement de l'INMeS vise l'accroissement de la disponibilité des infirmiers et des sages-femmes compétents et l'augmentation de la qualité des soins dispensés aux populations béninoises par les 536 structures sanitaires que compte le Bénin. Un des volets de cette programmation concernait la mise en place de modules de formation continue et certifiant en transfusion sanguine par le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS).

Axes d'intervention

- Le renforcement de la formation initiale en soins infirmiers et obstétricaux au travers de la qualification des formateurs, l'organisation de stages et le renouvellement du matériel didactique. Pour fin 2013, les principes de l'approche par compétences seront correctement appliqués par les enseignants.
- La mise en place de modules de formation continue et certifiant en transfusion sanguine par le CNTS qui permette d'ici fin 2013, à 85% des ceux qui participent aux évaluations des aptitudes techniques à l'issue de chaque module, de rejoindre le niveau de compétences requis.

L'organisation des stages et la mise en adéquation des formations aux réalités du terrain contribuent à améliorer la qualité des soins au Bénin





Article

Les participants à la formation en transfusion sanguine organisée par la Croix-Rouge de Belgique au CNTS de Cotonou

La sécurité transfusionnelle pour tous

En préparation au lancement de la formation continue des agents de santé en transfusion sanguine, le Centre National de Transfusion Sanguine de Cotonou a consacré l'année 2012 au renforcement des compétences des formateurs en matière de pédagogie active et à la rédaction des modules de formation selon l'approche par compétences.

Cette formation devrait permettre aux infirmiers et aux sages-femmes, déjà en poste dans les structures sanitaires, d'obtenir les compétences nécessaires pour assurer la sécurité transfusionnelle. En effet, principalement destinés aux services de pédiatrie (pour contrer le paludisme) et de maternité (complications à l'accouchement), la qualité et la disponibilité des produits sanguins, ainsi que leur utilisation, ont en effet un impact direct sur la mortalité maternelle et infantile.

Répartie sur 10 modules, la formation aborde des thèmes comme «éthique et déontologie en transfusion sanguine», «organisation du système transfusionnel» ou encore «hémovigilance et assurance qualité», la formation abordera le processus de la transfusion sanguine dans son ensemble en intégrant des aspects tels que la promotion du don de sang ou la transmission des maladies par voie sanguine. Un site internet permettra également de vulgariser ces informations.

Dans ce cadre, la Croix-Rouge de Belgique a organisé une formation spécifique à l'intention des formateurs sur la pose des indications de transfusion, les diverses réactions transfusionnelles et la recherche de leur cause.



Bolivie

Renforcement du Ministère de l'Éducation, des Conseils Educatifs des Peuples Originaires et des universités publiques des Terres Basses

Secteur : Éducation

Budget : 1.384.297 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Partenariats

- *Ministère de l'Éducation*
- *CEPO : Conseils Educatifs des Peuples Indigènes*
- *SEDUCA : Services Départementaux du Ministère de l'Éducation*
- *Wallonie-Bruxelles International (WBI)*

Contexte

Avec la nouvelle loi éducative A. Siñani- E. Perez en faveur d'une éducation intra, interculturelle, plurilingue, productive et communautaire à tous les niveaux de l'éducation, promulguée fin 2010, les enseignants des communautés rurales ont désormais la possibilité d'accéder à des formations permanentes pouvant conduire à une licence universitaire. Ce processus, mis en œuvre par l'APEFE, mobilise des centaines de d'enseignants et des membres de la communauté, autour d'une même perspective : améliorer l'éducation, pour se former et mieux servir la collectivité. De nombreuses adaptations du programme APEFE ont été nécessaires pour que les activités s'inscrivent en 2012 totalement dans la nouvelle politique éducative sur le programme de formation complémentaire (PRO-FOCOM).

Description du programme

Le programme a pour objectif d'améliorer les compétences éducationnelles et institutionnelles des Conseils Educatifs des Peuples Indigènes et des Universités publiques dans les départements de Santa Cruz, du Béni et du Pando, dans le cadre du projet national de réforme pour l'application d'un enseignement basé sur l'approche intra-culturelle, interculturelle et plurilingue (EIIP) dans 104 écoles.

Axes d'intervention

- **Le renforcement des capacités pédagogiques des universités publiques** pour l'implantation de la licence en EIIP par l'organisation de la formation et d'un processus de suivi / évaluation permanent, afin que 8 tâches soient assignées aux professeurs des universités pour la mise en œuvre de la licence en EIIP, 340 enseignants formés en EIIP, des séminaires organisés et les travaux de recherche les plus pertinents, publiés.
- **Le renforcement des capacités des Services Départementaux du Ministère de l'Éducation (SEDUCA) et Districts** par la formation de techniciens en éducation afin qu'ils soient capables d'accompagner 130 écoles pour l'implantation de la nouvelle politique éducative.
- **Le renforcement des ressources humaines des Conseils Educatifs des Peuples Indigènes (CEPO)** dans l'élaboration de propositions éducatives communautaires et l'implantation de la nouvelle politique éducative par l'élaboration de plans d'études, l'organisation de formation et d'un colloque international amazonien d'EIIP. Ces initiatives devraient garantir la conception autonome de 12 propositions éducatives dans le cadre de la nouvelle politique.



Témoignage

Fernando Rosas MONTAÑO
formateur en Education
Interculturelle Bilingue.

Fernando Rosas MONTAÑO est expert formateur en Education Interculturelle Bilingue. Il a commencé à travailler avec l'APEFE en Bolivie en 2010 dans la région de la Chiquitanie en Amazonie afin d'accompagner la mise en œuvre de la licence en éducation primaire communautaire pour les enseignants des Terres Basses, du département de Santa Cruz. Sur le terrain pour l'APEFE, Fernando soutient les formateurs dans la réalisation de leur mission en leur fournissant tous les renseignements opportuns.

Grâce à ces formations, un nombre important d'enseignants peuvent aujourd'hui proposer une meilleure éducation à leurs étudiants et contribuer à améliorer leurs conditions de vie. Avec des objectifs clairs, des ateliers de planification et des formations très pertinentes au début de chaque session, le programme a atteint un taux de réussite proche des 100 %, déclare le Docteur Montaño, convaincu. Travailler dans le cadre de ce programme m'a permis de découvrir la grande diversité culturelle du pays, et de mieux connaître les besoins, les aspirations et les désirs de ces communautés éloignées. Pour mettre en œuvre des idées de niveau universitaire dans des contextes très éloignés des standards, voire des conditions de dénuement complet, j'ai dû penser et agir autrement, ajoute-t-il enthousiaste. Nous avons maintenant des enseignants et des gestionnaires hautement motivés, avec une vision d'avenir, de l'espoir, et le désir de surmonter tous les obstacles potentiels »

Burkina Faso

Appui au Développement de l'Irrigation

Secteur : Agriculture
Budget : 2.890.737 €
Période : 2008-2013
Source : DGD

Partenariats

- Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement (MEAHA)
- Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire (MASA)
- Direction Générale des Aménagements Agricoles et du Développement de l'Irrigation (DGADI)
- Direction Régionale de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire (DRASA)
- Wallonie-Bruxelles International (WBI)
- Université de Liège (ULg)
- Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement de la région wallonne (D'GARNE)

Contexte

Le Burkina Faso est un pays sahélien enclavé au cœur de l'Afrique de l'ouest. Il fait partie des pays les plus pauvres du monde. Plus de 80 % de sa population tire toujours ses revenus de l'agriculture. Caractérisé par deux saisons très contrastées, l'agriculture burkinabée dépend des pluies pour sa production. C'est pourquoi le développement de l'irrigation est, depuis les années 70, une priorité du gouvernement burkinabé. Mis en œuvre depuis 2008, le programme de l'APEFE s'insère directement dans le cadre du Programme National du Secteur Rural (PNSR) officiellement adopté le 1er octobre 2012. Le PNSR consacre en effet l'irrigation et la maîtrise de l'eau via l'hydraulique agricole comme une priorité dans le développement de l'agriculture. La création fin 2012 de la Direction Générale des Aménagements et du Développement de l'Irrigation (DGADI) montre l'importance accordée par le gouvernement burkinabé au secteur de l'agriculture irriguée.

Description du programme

Ce programme vise l'amélioration des capacités techniques des structures impliquées dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement Durable de l'Agriculture Irriguée (SNDDAI) par le développement d'outils opérationnels et le renforcement des compétences des cadres de la Direction Générale des Aménagements Agricoles et du Développement de l'Irrigation (DGADI), de l'Agence de l'Eau du Nakanbé (AEN) et des 13 Directions Régionales de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire (DRASA) que compte le pays. La SNDDAI concerne ainsi environ 408.000 producteurs irrigants à travers tout le Burkina Faso.

Axes d'intervention

1. La recherche développement pour la mise à disposition d'outils opérationnels de gestion rationnelle des eaux souterraines pour l'agriculture irriguée (notamment grâce à la télédétection); et de protection des retenues d'eau d'irrigation notamment via la mise à disposition de plans d'aménagement des bassins versants et d'outils d'aide à la décision.
2. Le renforcement des capacités des acteurs institutionnels responsables du suivi et de la mise en œuvre de la SNDDAI afin qu'un minimum de 60 producteurs irrigants adoptent les recommandations en matière de gestion intégrée de la fertilité des sols; que 100 % des indicateurs de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la SNDDAI soient renseignés annuellement.

Article

Appui à la gestion des ressources en eau du système d'irrigation dans la vallée du Kou

Un article scientifique est paru dans la revue *Agricultural Water Management* grâce aux contributions de 4 personnes dont Joost Wellens, assistant technique pour l'APEFE. Joost est spécialiste en irrigation, détaché à temps plein en appui à la gestion des ressources en eaux du système d'irrigation de la vallée du Kou.

L'APEFE a étendu en 2011 le périmètre de ses activités et de nouveaux outils sont actuellement à l'étude, notamment sur base des techniques de télédétection. D'ici fin 2013, l'APEFE espère ainsi avoir contribué efficacement à renforcer la Stratégie Nationale de Développement Durable de l'Agriculture Irriguée, par le renforcement des compétences et de la qualité des informations mises à disposition des institutions responsables de sa gestion.

En effet, cette intervention de l'APEFE s'inscrit pleinement dans une logique arrêtée par les autorités nationales dans un document stratégique qui souligne leur intention «d'accroître, intensifier et diversifier les productions agricoles pour satisfaire les besoins des populations tout en maintenant et améliorant la qualité de la vie et de l'environnement».

En renforçant les capacités du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie (MECV), ainsi que celles du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (MAHRH), l'APEFE soutient concrètement cette initiative et concourt à lutter contre l'extrême pauvreté, éradiquer la faim et un environnement durable.

Un centre de démonstration de l'irrigation goutte à goutte à Ouagadougou

Un centre de démonstration sur la technique d'irrigation goutte à goutte a été mis en place à Ouagadougou. Cette technique a l'avantage d'être très économe en eau et de demander très peu de travail.



Inauguration du centre de démonstration de la technique d'irrigation «goutte à goutte»

Actuellement, cette technique n'est pratiquement pas utilisée au Burkina Faso, mais le ministère veut la vulgariser à grande échelle, conscient que les techniques actuelles d'irrigation sont trop gourmandes en eau. Le site où se situe le centre de démonstration a été acquis par l'Amicale des Femmes Forestières du Burkina (AMIFOB) vers 1996. Il était auparavant utilisé comme dépôt d'ordures et sur une partie, les femmes du quartier ramassaient des cailloux et les revendaient pour la construction de maison.

L'AMIFOB a regroupé ces femmes en une association appelée « Nabonswendé » et a mis en valeur le site en replantant des arbres et en réalisant du maraîchage. Elle a également développé d'autres activités comme la production de Soubala (une épice locale), la fabrication de savon, ... L'Association compte actuellement environ 60 femmes.

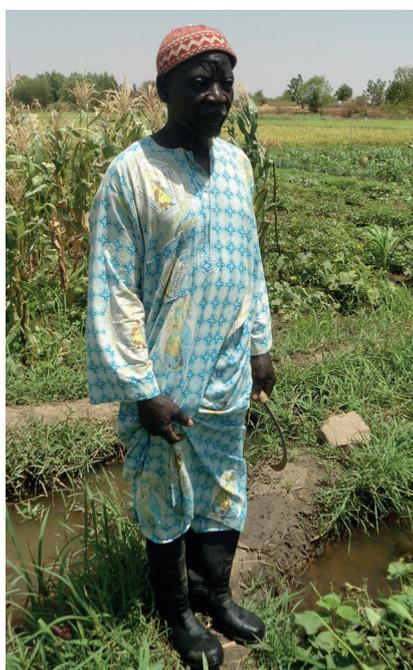
La technique du goutte à goutte consiste à apporter à chaque plante l'eau d'irrigation à l'aide de tuyaux munis de petits goutteurs.



L'installation du système goutte à goutte a permis aux femmes de l'association « Nabonswendé » d'être plus productives

Depuis la mise en place des installations, l'association «Nabonswendé» a réalisé deux campagnes culturelles, ce qui permet déjà de tirer les premières leçons. Au lieu de passer du temps à puiser l'eau, les femmes peuvent vaquer à d'autres occupations. Quand elles utilisaient les arrosoirs, elles devaient parfois se lever à 3 heures du matin. La mise en place du centre de démonstration sur la technique d'irrigation goutte-à-goutte a permis également de montrer une nouvelle technique d'irrigation plus économe en eau et de mettre à la disposition des producteurs, des étudiants, des techniciens et des institutions un centre d'apprentissage. Les nombreuses visites enregistrées y compris de personnes étrangères témoignent de l'intérêt de l'installation d'un tel centre.

Mayombo Roger TINDANO vit à Manni, au nord de Bogandé à l'Est du Burkina Faso.



Témoignage

En 2012, Mayombo s'est porté volontaire pour une démonstration sur son site dans le cadre du programme de Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols et des Cultures (GIFSC). Ce programme vise à partager les bonnes pratiques en matière d'utilisation d'engrais, entre les producteurs du site et des villages environnants. Appuyé financièrement par le programme et conseillé tout au long de sa démarche, Mayombo a donc testé sur sa parcelle trois type d'engrais : sa pratique habituelle et deux pratiques améliorées. Au terme de l'expérimentation, grâce aux pratiques améliorées, il pense pouvoir récolter cette année entre 100 à 200 Kg supplémentaires, soit une augmentation de 25 à 50 %, tout en respectant l'environnement (moins de contamination des nappes phréatiques) et en dépensant moins d'argent. En réponse à la demande du Ministère de l'Agriculture, l'APEFE et WBI sont les premiers à accompagner la GIFSC au Burkina Faso à travers les activités du Programme d'Appui au Développe-

ment de l'Irrigation (PADI). Aujourd'hui intégré à la Stratégie Nationale de Développement Durable de l'Agriculture Irriguée (SNDDAI) du Burkina Faso la GIFSC a pour objectif l'amélioration durable de la productivité des sols et des cultures irriguées. Cette activité s'intègre également à l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahel et le Sahara (IGMVSS) visant à arrêter l'avancée du désert et à améliorer les conditions de vie des populations des zones arides à travers la lutte contre la dégradation des sols. Dans ces zones où les populations vivent à plus de 80 % de l'agriculture et de l'élevage, la baisse de la fertilité des sols est en effet la première phase de la désertification.

Burundi

Appui à la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'enseignement des métiers et de la formation professionnelle

Secteur : EFTP

Budget : 1.409.125 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Contexte

Marqué par la guerre civile, le Burundi a depuis 2002 entrepris de grandes réformes pour améliorer la situation sociale, économique et politique du pays. Cependant, malgré les indéniables améliorations de ces dernières années, le secteur de l'éducation reste encore largement problématique. Dans un pays où les jeunes de moins de 15 ans représentent près de la moitié de la population, l'accroissement de la population scolarisable est rapide. Avec le rapatriement des réfugiés restés en Tanzanie, leur nombre dépasse de loin les capacités d'accueil et d'investissement du secteur de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP).

Description du programme

Afin d'appuyer la stratégie de mise en valeur de l'Enseignement des Métiers et de la Formation Professionnelle du gouvernement burundais, le programme a pour objectif d'améliorer la qualité des formations dispensées par les Centres d'Enseignement des Métiers (CEM) et plus spécifiquement 14 d'entre eux et leurs filières en couture, menuiserie, maçonnerie, soudure, électricité, plomberie et hôtellerie.

Partenariats

- *Ministère de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation (MEMFPA)*
- *Wallonie-Bruxelles International (WBI)*

Axes d'intervention

- *L'appui à la gestion efficace des CEM par la formation aux outils de gestion, la création et la formation d'une unité d'appui pédagogique, de sorte que d'ici fin 2013 le taux de fréquentation des CEM appuyés atteigne 70% de leurs capacités et que les activités génératrices de revenus développées par les unités de production contribuent à 25% des frais de fonctionnement.*
- *Le renforcement des capacités des différents services du MEMFPA et des coordinations provinciales en matière d'organisation des CEM par la formation de cadres et de coordinateurs aux outils de planification, coordination, inspection, certification et harmonisation des interventions, pour que fin 2013, ils soient capables de collecter, dans leurs inspections, 70% de l'information demandée par le (MEMFPA).*





- L'amélioration de la qualité de la formation des 14 CEM par la formation de formateurs et la production d'outils pédagogiques pour améliorer la qualité de la formation dans les 14 CEM ciblés et afin que d'ici fin 2013, 50% des formateurs (soit environ 60) satisfassent aux critères de qualité définis par le Département de l'Enseignement des Métiers et que les curricula, les fiches et les manuels des 7 filières soient validés.
- L'appui à l'insertion des lauréats afin de garantir dans au moins 4 CEM un taux de 80% d'insertion socio-économique des finissants.

Philippe Suinen, Administrateur général de Wallonie Bruxelles International et Administrateur délégué de l'APEFE, visite la filière soudure de l'ITAB de Kirika.

Synergies

Une synergie est actuellement développée avec le Projet d'Appui à l'Enseignement Professionnel (AEP/AFTP) mis en œuvre par la CTB. Les centres appuyés par l'APEFE ont été intégrés dans les 50 centres et écoles qui seront soutenus par le nouveau programme CTB. Les activités du volet insertion socio-professionnelle du programme APEFE sont notamment organisées conjointement avec les activités du projet AEP/AFTP.

Ces synergies s'inscrivent en totale cohérence avec les stratégies des différents projets et avec la politique sectorielle de l'Enseignement des Métiers et de la Formation Professionnelle. Une synergie est également développée avec le « Fonds commun éducation » à travers la complémentarité de nos actions en appui au ministère. Enfin, le programme développe une concertation rapprochée avec le programme d'appui au BEET (OS2).

Burundi

Appui à l'enseignement des métiers et formation professionnelle et au Bureau d'Etudes de l'Enseignement Technique (BEET)

Secteur : EFTP

Budget : 1.250.409 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Partenariats

- Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire
- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Construction du Centre
d'Enseignement des Métiers de
Muramvya

Contexte

En comparaison avec l'enseignement secondaire général, l'EFTP a des effectifs insuffisants et, surtout, il attire difficilement les jeunes en raison, notamment, du manque d'équipements, de matériels et de consommables. Les diverses réformes du secteur, les révisions de stratégies et politiques nationales, et la réorganisation du ministère (et la réaffectation des cadres et conseillers), si elles ont quelque peu ralenti la mise en œuvre des activités, démontrent l'intérêt des partenaires et l'alignement des programmes qui garantissent l'appropriation à long terme de l'initiative par les partenaires.

Description du programme

Le programme de renforcement du Bureau d'Etudes de l'Enseignement Technique (BEET) a pour objectif de renforcer les capacités d'encadrement pédagogique des écoles secondaires techniques ETS.

Axes d'intervention

- **Le renforcement du Bureau d'Etude de l'Enseignement Technique (BEET)** en matière de gestion des ressources humaines, d'administration, de pédagogie appliquée et en gestion de matériel scolaire afin que fin 2013, 37 conseillers du BEET supervisent chacun 2 encadrements pédagogiques par trimestre, organisent chacun 4 formations continues par an dans des domaines pédagogiques et techniques à destination des enseignants, et aient produit 40 documents didactiques (guides des travaux pratiques et syllabus des cours) ; 12 curricula des filières technologiques et agro/sylvo-pastorales soient actualisés en adéquation avec le monde de l'emploi ; 75% des tâches administratives et de gestion du BEET soient vérifiées ; 90% des bonnes procédures dans la gestion du matériel appliquées correctement.
- **La mise en place de deux pôles d'excellence de formation** dans les filières industrielles, agronomiques et de transformation alimentaire afin que pour fin 2013, 10 formations techniques et/ou pédagogiques soient organisées dans chaque pôle d'excellence pour le recyclage des conseillers techniques et que 90% des procédures de gestion des équipements soient en application.



CENTRE D'ENSEIGNEMENT DES METIERS



Aloys NIYONGABO est professeur dans les sections « Informatique d'Opérateurs » et « Informatique de Maintenance » à l'Ecole Technique Secondaire de Kamenge.

Témoignage



Aloys NIYONGABO est professeur à l'Ecole Technique Secondaire de Kamenge

En 2012, Aloys a été sollicité pour élaborer les programmes de formations continues, à destination de ses collègues de l'enseignement technique. Il a été également chargé de surveiller l'exécution des travaux de réhabilitation (salle des professeurs et bloc sanitaire) réalisés par une entreprise locale. En plus de la réhabilitation des infrastructures et l'apport en matériel informatique, le programme a également dispensé en 2012 des formations aux logiciels (fournis avec le matériel), dont AutoCAD qui lui sert aujourd'hui quotidiennement.

« Cette expérience a été satisfaisante car j'ai été correctement rémunéré pour ma participation au programme. Cela a amélioré les conditions économiques de ma famille. J'utilise maintenant le logiciel AutoCAD dans mon travail d'enseignant, mais également pour améliorer mon pain quotidien. Grâce à ces nouvelles compétences j'ai monté un petit bureau d'études en tant que prestataire indépendant. »



Burundi

*Appui au
développement
de la
kinésithérapie
et de la
réadaptation
médicale*

Secteur : Santé

Budget : 582.848 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Contexte

En ce qui concerne le contexte spécifique de la santé, les besoins de la population burundaise ont fortement augmenté d'où une demande accrue en personnel de santé, en infrastructures sanitaires, en matériels de soins et en médicaments appropriés. Or le conflit traversé par le Burundi pendant une décennie a durement affecté le fonctionnement du système national de santé. Face à ces défis, le gouvernement du Burundi a élaboré une Politique Nationale de la Santé (PNS) 2005-2015 et prévoit pour la première fois dans son second Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2011-2015, un aspect « réadaptation », intégré à la stratégie sectorielle santé du Gouvernement burundais.

Description du programme

Le Programme de renforcement des capacités des soins en kinésithérapie et en réadaptation médicale vise le développement qualitatif et quantitatif de ces soins par le renforcement des capacités institutionnelles du Ministère de la Santé Publique (MSPLS), des structures de santé du pays et du dispositif de formation des kinésithérapeutes, afin de délivrer à terme au moins 250 prises en charge quotidienne assorties d'un taux de 85 % de satisfaction auprès des patients.

Partenariats

- *Ministère de la Santé Publique*
- *Coopération Technique Belge (CTB)*
- *Université Catholique de Louvain (UCL)*



Les futurs kinés burundais en formation à l'ESK de Cotonou

En 2012, l'offre de soins en kinésithérapie s'est rapidement améliorée, grâce au positionnement fort du Ministère de la Santé et au retour au Burundi des boursiers formés à Cotonou, qui pourront bientôt exercer au nouveau Centre National de Référence en Kinésithérapie et en Réadaptation médicale (CNRKR).

Le renforcement de deux centres de référence régionale et la construction prochainement d'un Institut Universitaire en Kinésithérapie et Réadaptation (IUKR) complèteront les infrastructures disponibles, afin de concrétiser cette initiative nationale en faveur de la reconnaissance et de l'offre de soin à la personne handicapée.

Axes d'intervention

- **Le renforcement institutionnel du MSPLS** pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan stratégique de développement de la kinésithérapie 2015-2020 en concertation avec l'ensemble des acteurs de la réadaptation et adoption d'un cadre légal, pour qu'à terme, 3 partenariats public-privé soient conclus entre le MSPLS et les centres de soins en kinésithérapie-réadaptation médicale actifs au Burundi.
- **L'achèvement de la formation d'un noyau de ressources humaines** de qualité : 15 kinés niveau Bachelor et un médecin spécialiste en réadaptation au Bénin ; 2 kinés formés au niveau Master en Belgique. Ces experts animeront à terme le CNRKR à Bujumbura et assureront le recyclage / formation continue des kinésithérapeutes en activité dans les autres centres du Burundi.
- **Le renforcement de capacités des centres existants** de kinésithérapie et réadaptation médicale (équipements et RH) et amélioration de l'accès financier aux soins dans ces centres, avec un accent particulier sur le CNRKR et au moins deux autres services qui devront acquérir un rôle de référence régionale à l'intérieur du pays.

A 24 ans, Douce Tania MALAYIKA est la première kinésithérapeute formée à Cotonou à avoir fini ses études, grâce à une bourse et des stages et à l'appui de la CTB, de l'UCL et de l'APEFE.

Témoignage

Pour l'instant je suis la seule kiné, les autres sont encore en formation au Bénin. C'est donc moi qui m'occupe de tous les patients à qui on a prescrits des séances de kinésithérapie. Aujourd'hui l'APEFE a déjà fourni l'essentiel du matériel dont nous avons besoin pour soigner

nos patients mais nous n'avons pas encore de locaux appropriés pour les séances de kinésithérapie. Nous utilisons une maison d'habitation. en attendant d'intégrer le Centre National de Référence en Kinésithérapie et Réadaptation médicale que construit l'APEFE. »



Maroc

Appui à l'amélioration du processus de réinsertion socio- professionnelle durable des détenus

Secteur : Gouvernance

Budget : 1 439 507 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Partenariats

- Fondation Mohammed VI pour la Réinsertion des Détenus



Contexte

Répondant aux besoins de la population carcérale et aux aspirations nationales issues des mouvements internationaux de réinsertion, ce programme anticipe les recommandations de la commission parlementaire de juillet 2012 concernant la situation des prisonniers. Cependant suite aux dysfonctionnements constatés durant l'année 2011, les activités du programme ont été gelées jusqu'à leur cessation en juin 2012. Plusieurs tentatives ont été lancées par l'APEFE pour recadrer le projet, notamment l'affectation d'un nouvel Administrateur de Programme en mai 2012. De commun accord avec le Département de la Formation Professionnelle (DFP), partenaire institutionnel du programme, le programme en cours a été clôturé et les budgets réorientés vers un nouveau programme de renforcement de l'entrepreneuriat féminin qui débutera en janvier 2013.

Description du programme

Malgré les difficultés rencontrées, la mise en œuvre des activités s'est globalement bien déroulée jusqu'au gel du programme. La situation des détenus s'est considérablement améliorée et ceux qui le souhaitent peuvent désormais bénéficier du programme de réinsertion socioprofessionnelle et d'un encadrement personnalisé, d'une formation professionnelle adaptée et d'activités culturelles grâce à un dispositif d'accompagnement mis en place dans 42 centres pénitentiaires et 5 Centre d'Accueil Post-Carcéral. L'agence de référence devant s'occuper des Centres de Sauvegarde de l'Enfance n'ayant été créé qu'en 2012 mais ne disposant toujours pas de directeur, n'a donc pas débuté ses activités.

Axes d'intervention

- **Renforcement des structures d'insertion** en phases carcérale et post-carcérale par la mise en place d'un dispositif d'accompagnement à la réinsertion socioprofessionnelle dans 49 centres pénitentiaires
- **Appui aux Centres de Sauvegarde de l'Enfance** par la mise en place d'un dispositif d'accompagnement à la réinsertion socio-familiale et professionnelle dans 22 Centres de Sauvegarde de l'Enfance

Un dispositif de formation professionnelle adapté a été mis en place dans 42 centres pénitentiaires et 5 Centre d'Accueil Post-Carcéral

Programme d'Orientation et de Formation Professionnelle

Secteur : EFTP

Budget : 1.320.200 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Partenariats

- Bureau de la Secrétairerie d'Etat à la Formation Professionnelle (BESFP)
- Institut National de Formation professionnelle (INFP)

Le Centre de Formation Jacmel a été complètement détruit par le séisme



Contexte

En raison du séisme de 2010 et d'une épidémie de choléra en Haïti, ce programme a été reformulé et ne débutera effectivement qu'en janvier 2013. Consciente des délais très courts de mise en oeuvre, l'APEFE a dépêché en septembre 2012 un expert de la formation professionnelle pour accompagner les partenaires dans le redémarrage des activités. La présence de cet expert a été financée au travers de conventions de partenariat avec Wallonie Bruxelles international.

Description du programme

Afin de scolariser les jeunes haïtiens défavorisés et de leur offrir rapidement plus d'opportunités d'insertion professionnelle, ce programme vise à renforcer les performances de 12 centres de formation professionnelle, décentralisés à travers tout le pays par le renforcement de la qualité et de la quantité de l'offre de formation, le placement des finissants et l'accompagnement à la création d'entreprise. Pour les localités qui ne disposent pas d'infrastructures de formation, le programme prévoit la création d'une unité de formation mobile.

Axes d'intervention

- Accompagner la révision, l'élaboration, l'harmonisation et la mise en œuvre de 15 curricula de formation professionnelle par les 12 centres partenaires dans les filières les plus porteuses d'emploi, en ce compris un module de création et de gestion d'entreprise.
- Renforcer les compétences du personnel des centres en matière de politiques, procédures, méthodes et outils pédagogiques, techniques et de gestion.
- Fournir les équipements, outillages et matériels techniques et pédagogiques nécessaires à une formation de qualité.
- Faciliter l'accès des jeunes défavorisés aux formations grâce à un système de bourses d'études en synergie avec les différents partenaires du secteur de la formation professionnelle (action WBI).
- Mettre en place un système d'orientation professionnelle et de placement en entreprise (stages et emploi) dans chaque centre partenaire (action WBI) afin d'accompagner les jeunes dans leur insertion professionnelle ou la création de leur entreprise.

Mauritanie

*Appui à
la lutte contre
la désertification,
fixation de dunes
et gestion des
boisements*

Secteur : Sylviculture

Budget : 508.000 €

Période : 2012-2014

Source : RW / AWEX

Contexte

Bien qu'en grande partie désertique, la Mauritanie possède un patrimoine forestier de valeur, dans le Sud du pays. S'étendant sur une superficie de 138.000 km² au Sud-Ouest du pays, les wilayas de Trarza, de Brakna et d'Assaba longent en partie le fleuve Sénégal. Ressource essentielle à l'existence des populations locales, ce patrimoine naturel se dégrade rapidement sous la pression démographique. Il devient urgent de préserver ces ressources, tout en permettant aux populations qui en dépendent de pouvoir continuer à les exploiter d'une manière durable.

Description du programme

L'objectif poursuivi par ce programme est de contribuer à la préservation, la restauration et la gestion des ressources naturelles selon les principes du développement durable par le renforcement d'acteurs locaux, afin d'assurer un mieux-être des populations qui en vivent. Plus spécifiquement, il s'agit de renforcer les capacités des techniciens forestiers intervenant auprès des collectivités locales en matière de lutte contre la désertification et en particulier de fixation des dunes (y compris en matière de gestion et d'exploitation des boisements).

*Sous la pression démographique
les réserves naturelles de
la Mauritanie se dégradent
rapidement*

Partenariats

- *Direction de la Protection de la Nature du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)*
- *Région Wallonne (RW)*
- *Agence Wallonne à l'Exportation (AWEX)*



Axes d'intervention

- Le développement d'un cadre de formation fonctionnel pour le renforcement des techniciens forestiers intervenant auprès des collectivités locales en matière de lutte contre la désertification et en particulier de fixation des dunes (y compris en matière de gestion et d'exploitation des boisements) par le biais de 6 cycles de formation d'un mois, composés de 7 modules et destinés à 14 participants ainsi que la production d'un manuel de formation révisé en français et en arabe.
- L'élargissement à la Sous-Région du cadre de renforcement des capacités des techniciens spécialisés en lutte contre la désertification dans la perspective de programmes transnationaux par l'échange d'expérience avec le Burkina Faso. Un voyage d'étude de 6 techniciens burkinabés vers la Mauritanie et de 6 mauritaniens vers le Burkina Faso au sujet de l'Acacia Sénégal - gomme arabique permettra de renforcer cet axe.

Un nouvel appui technique en Mauritanie

Depuis juillet 2012, Eddy De Laethauwer met son expertise à la disposition du MDEDD pour le renforcement des capacités de ses techniciens forestiers, intervenant auprès des collectivités locales en matière de fixation de dunes, mais également en gestion et exploitation des zones boisées. Ces formations s'intègrent au projet de réhabilitation et d'extension de la Ceinture Verte de Nouakchott, développé par le Ministère afin de protéger la ville de Nouakchott de l'ensablement et d'offrir du travail aux populations rurales les plus démunies, nouvellement installées à Nouakchott, et victimes de l'exode rural. Grâce à la fixation et la stabilisation d'un certain nombre de sites, situés essentiellement en milieu rural, le Ministère vise à garantir la pérennité et la gestion durable des peuplements urbains et périurbains de la ville de Nouakchott.





Appui à l'amélioration de la qualité des soins infirmiers dans les régions de Bethléem et Hébron

Secteur : Santé

Budget : 489.060 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Partenariats

- Bethléem Arab Society for Rehabilitation (BASR)
- Hôpital El Ahli, Universités d'Hébron
- Haute Ecole Provinciale Hainaut-Condorcet (HEPH-C)

Contexte

Le conflit permanent et la menace d'occupation liés à la politique sécuritaire d'Israël entrave de manière constante le développement autonome et la valorisation des ressources propres aux territoires sous l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP). Par conséquent, malgré des revenus moyens et plusieurs Plans Nationaux de Développement incluant les aspects sociaux de la lutte contre la pauvreté, ce pays demeure très dépendant de l'aide internationale, particulièrement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. En offrant un transfert de connaissances, de technologies et de savoir-faire, les programmes de l'APEFE s'alignent sur la stratégie fédérale belge en renforçant les capacités humaines des acteurs locaux afin qu'ils puissent eux-mêmes relever ces défis.

Description du programme

Ce Programme vise à renforcer la qualité des soins infirmiers dans deux hôpitaux de la région de Bethléem et Hébron par l'amélioration des compétences du personnel soignant.

Axes d'intervention

- L'amélioration de la qualification du personnel des structures hospitalières ciblées par la formation longue durée (12 mois) en Belgique d'infirmiers professionnels palestiniens ;
- La création des spécialisations SIAMU au sein de l'université d'Hébron afin de garantir à long terme cette spécialisation en Palestine grâce à la création d'un curriculum et d'une réserve de formateurs qualifiés, internes ou externes.

*Appui
aux services
communautaires
adéquats pour les
plus vulnérables
dans la région
de Bethléem*

Secteur : Santé

Budget : 814.479 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Partenariats

- *Bethléem Arab Society for Rehabilitation (BASR)*
- *Haute Ecole Provinciale Hainaut-Condorcet (HEPH-C)*



Contexte

Au niveau sanitaire, malgré une augmentation tangible des maladies chroniques (incluant problèmes cardiaques, diabète et cancers) et un taux de prévalence de handicaps de 1.6% de 0 à 17 ans et de 4% à partir de 18 ans, l'accessibilité des soins et des services spécialisés se heurte à la fragmentation du territoire palestinien et aux blocages – arbitraires, imprévisibles – d'Israël. Ces difficultés d'accès touchent également l'emploi dans un pays où 37% des jeunes de 15 ans n'ont jamais été scolarisés. Ainsi malgré une loi favorisant leur intégration socio-professionnelle, la Cisjordanie doit faire face à plus de 85% de personnes handicapées sans emploi.

Description du programme

Le Programme d'accessibilité des groupes vulnérables à des services communautaires adéquats vise la mise à disposition de services adéquats d'assistance sanitaire, éducative et sociale, mais aussi l'inclusion sociale des enfants handicapés et de leur famille dans les régions de Bethléem et d'Hébron.

Axes d'intervention

- Appui à l'équipe mobile pluridisciplinaire de la BASR (composée de kinésithérapeutes, logopèdes, ergothérapeutes, spécialistes trouble visuels et audio) pour l'offre de services appropriés (paramédical, social...) dans les communautés notamment par l'achat d'équipements et de matériel à utiliser en déplacement et des formations continuées en collaboration avec la Haute Ecole Provinciale Hainaut - Condorcet (HEPH-C).
- Appui au réseau des centres communautaires pour qu'ils puissent répondre aux besoins fondamentaux (éducation, social, paramédical...) et permettre la scolarisation des enfants vulnérables (handicapés, orphelins, etc.) et l'insertion professionnelle des personnes handicapées, notamment via l'achat d'équipement et de matériels, la rénovation structurelle, l'appui à l'organisation et au fonctionnement des ateliers/AGR, aux formations et au recrutement de personnel.

*Activités pour les enfants
vulnérables du centre
communautaire de Deheisheh
appuyé par la BASR et l'APEFE*



Une formation spécialisée pour cinq infirmiers palestiniens à l'HEPH-C de Tournai

5 infirmiers palestiniens étaient en formation longue durée à l'HEPH-C à Tournai, pour 12 mois de spécialisation en soins intensifs et aide médicale d'urgence. Ce programme de l'APEFE en Palestine, en collaboration avec WBI, vise la création de services de santé spécialisés, apte à répondre aux besoins de la population palestinienne. Une nécessité pour les hôpitaux de Cisjordanie, coupés du monde extérieur par un mur de plusieurs kilomètres, construit par Israël. En réponse à cet appel, l'APEFE place au cœur de ses 2 programmes, des formations continues et de longue durée en soins intensifs et aide médicale d'urgence pour le personnel de la BASR, organisées tant en Palestine qu'en Belgique.

Le sboursiers en formation à Tournai avec les sapeurs-pompiers

C'est dans cette perspective qu'ils sont arrivés, leur DELF (diplôme d'études en langue française) en poche pour suivre une année de spécialisation SIAMU (Soins Intensifs et Aide Médical Urgente) à l'HEPH-C. Pour ce faire, l'APEFE a fait appel à l'expertise de Wallonie Bruxelles International et à son service spécialisé dans la gestion des bourses d'études. Agés de 24 à 27 ans, ils sont 5 – dont une femme - à être du premier voyage. Outre l'opportunité d'acquérir une pratique plus poussée, cette expérience leur permet de comparer les services et les habitudes, en termes de soins et de relationnel entre patients et employés, précise Ahmed, qui tient à présenter son pays « tel qu'il est vraiment », soit bien différent de l'image véhiculée par les médias. A 26 ans, ce jeune infirmier sait de quoi il parle; employé comme ses collègues par la BASR, il est originaire de Tulkarem, soit à 15 km de la « ligne verte » des conflits israélo-palestiniens.

Malak, 3 ans, réapprends à marcher

Née avec une malformation à la jambe, Malak a été amputée en avril 2011. Après bien des péripéties, ses parents sont arrivés en décembre 2012 au centre communautaire de réadaptation de Dura, un petit village situé dans le Sud de la Palestine, à la recherche de séances de kinésithérapie.

Article

Dès la première consultation, le thérapeute a décelé un problème avec le membre artificiel de Malak, il fallait le remplacer. En effet, avant de venir au centre, la petite était incapable de marcher. Malak se déplaçait en rampant ou en « marchant » sur ses genoux. Après plusieurs rendez-vous avec un spécialiste renseigné par le personnel du centre, Malak a reçu une nouvelle prothèse et a été inscrite dans un programme intensif de kinésithérapie. Maintenant, elle peut marcher seule aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Grâce à de nombreuses séances de kinésithérapie, les muscles de la jambe de Malak se sont renforcés et à l'aide de barres latérales ou de déambulateur, et elle a pu réapprendre à marcher.





La population congolaise est majoritairement jeune et le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés en augmentation constante.

RD Congo

Contexte

Malgré les phénomènes migratoires des populations vers les villes, la majorité des congolais habitent encore en milieu rural (60 %) et n'a pas accès à la scolarité. Plus spécifiquement, en matière d'enseignement technique et professionnel, il n'existe pas de politique sectorielle spécifique en RDC Congo. Toutefois, en juin 2005, la Direction de l'EFTP du Ministère de l'EPSP a élaboré, avec l'appui de l'UNESCO, un Plan Cadre de Développement de l'enseignement technique et professionnel en RDC qui reprenait notamment parmi ses priorités : la professionnalisation de l'enseignement technique ; La décentralisation du système de gestion ; La réforme des curriculums ; L'inspection et le système d'évaluation pédagogique ; La réhabilitation et l'équipement des établissements d'enseignement technique ; La valorisation de la fonction enseignante ; La mise à jour et la réunification des programmes d'enseignement technique et professionnel.

D'autres parts, malgré ses riches potentialités agricoles, minières et énergétiques, la RDC se classe parmi les pays pauvres du monde. Cependant, en collaboration avec des partenaires bi et multilatéraux, le Gouvernement congolais reste déterminé à baliser la voie vers une croissance économique soutenue notamment via les « 5 Chantiers de la République ».

L'APEFE développe par conséquent trois programmes en République Démocratique du Congo dans le cadre du PPA 2011-2013. Le premier dans le secteur de l'éducation. Le second dans le secteur de l'agriculture. Le troisième dans le secteur de la pêche (sur financement à 90% européen).

RD Congo

Appui à l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle

Secteur : EFTP

Budget : 2.883.879 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Description du programme

Ce programme vise à renforcer les compétences professionnelles des jeunes par l'amélioration du microsystème de formation professionnelle, en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi, dans 4 Centres de Formation Professionnelle (Mvuzi, Bandalungwa, Mangobo et Katuba) du secteur non formel des provinces de Kinshasa, Bas-Congo, Katanga, Orientale. L'ensemble des activités ont concouru à augmenter globalement de 20 % le taux d'employabilité en entreprises ou en auto-emploi des certifiés issus de ces 4 CFP dans les filières bénéficiant d'un nouveau programme.

Axes d'intervention

- Assistance technique (production des documents pédagogiques, structuration des services, suivi et évaluation).
- Formation continue en gestion et à l'accompagnement pédagogique et technique des formateurs des centres à destination des services d'inspection scolaire.
- Formation des encadreurs des centres en méthodologie, didactique selon l'approche par compétences (pédagogie de l'intégration)
- Réhabilitation des infrastructures immobilières et équipement des centres en matériel didactique et manuels scolaires, kits informatiques et petites fournitures de bureau et en mobiliers.

Partenariats

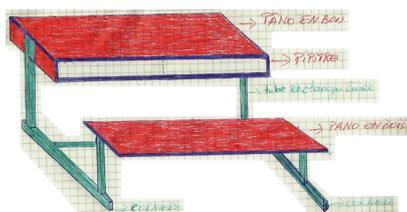
- Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (MSJL)
- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Atelier de formation continue des enseignants à l'accompagnement pédagogique.



Temoignage

Espérance Mbuzi a 27 ans. Diplômée en « coupe et couture » du CFP de Mvuzi, elle a présenté en mars 2012, un projet de création couture spécialisé dans la broderie et le libaya (pagne), en association avec Alpha AKUMU (23 ans). Toutes deux ont brillamment soutenu leur projet devant un jury exigeant de professionnels du métier et de banquiers, impressionnés par leur ténacité, leur implication et la qualité de leur prestation. Grâce au dispositif d'incubateur d'entreprises mise en place par l'APEFE, Espérance et Alpha sont soutenues tout au long de leur phase de démarrage par des coach et un service d'aide administratif et financier, ainsi que des formations en gestion ou dans des techniques professionnelles particulières. L'APEFE a également mis à leur disposition un espace commercial, des outils de production, un groupe électrogène et facilité l'accès au micro-crédit grâce à la caisse d'épargne et de crédit de Matadi (CAMEC).



Croquis du modèle de banc alliant métal et bois dessiné par Joseph Mbaki

Joseph Mbaki a 23 ans. Il habite le quartier SALONGO à Matadi dans la province du Bas-Congo à environ 450 kms de la Capitale Kinshasa. Quatrième d'une famille de 7 enfants, ses parents ont été contraints de le confier à un proche suite à la mutation de son père militaire à Lukala. Joseph vit depuis maintenant 3 ans avec sa tante maternelle à Matadi. Malgré cette situation d'éloignement familiale, Joseph vient d'obtenir son brevet d'aptitude professionnelle en « soudure-feronnerie » au Centre de Formation Professionnelle (CFP) de Mvuzi. Le CFP jouit en effet d'une excellente réputation depuis l'intervention de l'APEFE en 2007. Joseph s'est inscrit en 2009 au CFP de Mvuzi après avoir, par l'entremise de sa grande sœur, réussi à rassembler les financements nécessaires à son inscription. Depuis lors, Joseph a connu l'amélioration des infrastructures du CFP et a pu pratiquer sur du matériel didactique flambant neuf. Il a aussi été formé selon de nouvelles approches pédagogiques et de nouveaux référentiels de formation. Finalement, il a suivi un stage professionnel conventionné et a été évalué sur base d'un jury constitué de professionnels du métier et d'encadreurs. Vu le délabrement du tissu économique de la province et de son secteur industriel depuis les pillages de 1991, Joseph a décidé de créer sa propre entreprise.

Pour ceux qui n'ont pas la chance de trouver un emploi, l'APEFE a créé des incubateurs d'entreprises au sein des CFP. Mais avant de pouvoir prétendre à un appui en matériel, à un hébergement et à un coaching entrepreneurial gratuit, les candidats doivent passer avec brio un parcours du combattant. Joseph a donc d'abord réussi au concours d'idée, puis il a rédigé un plan d'affaires et un plan financier et surtout a défendu son projet devant un jury de professionnels et de banquiers. Aujourd'hui, il fait partie des 8 jeunes entrepreneurs issus du CFP de Matadi. Son projet : fabriquer des meubles associant la légèreté du bois avec la solidité du métal. Grâce à son travail, il a déjà généré un chiffre d'affaires de 38.700 Francs congolais en à peine trois mois. C'est un bon début !

Joseph Mbaki dans son atelier de soudure - feronnerie en incubateur d'entreprise à Matadi



Article

Suite des échanges entre Kinshasa et Bujumbura

Sur invitation du Ministère de tutelle de la République du Burundi, une délégation de six personnalités congolaises du monde de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP), s'est rendue à Bujumbura en décembre 2012. Un partenariat Sud-Sud très constructif, vivement encouragé par l'APEFE.

Accompagnés par Simon Lusulusa, Administrateur du Programme Formation Technique et Professionnelle et Assistant Technique International pour l'APEFE, la délégation a visité les structures administratives et échangé sur les pratiques pédagogiques de leurs pays respectifs. Les participants ont découvert avec intérêt l'approche modulaire développée par le Burundi dans le secteur de la formation professionnelle. Les Centres d'Enseignement des Métiers (CEM) proposent un apprentissage divisé en modules d'environ 3 mois, avec un maximum de 9 modules, pour les formations les plus longues. Basés sur l'Approche Par Compétences (APC), chaque module permet l'acquisition d'une compétence spécifique, validée en fin d'apprentissage.

A travers plusieurs combinaisons de modules, l'apprenant peut adapter son parcours à ses besoins réels de formation.

Ce découpage pédagogique séduit entre autre par sa flexibilité et sa capacité d'adaptation aux contraintes multiples, vécues par les publics fréquentant l'enseignement non-formel. Faute de moyens ou de disponibilité, ils sont souvent incapables de suivre un apprentissage de longue durée. Cette approche devrait permettre un plus haut taux de fréquentation des centres de formation et un plus grand nombre de personnes formées disponibles sur le marché de l'emploi.

Cet échange a permis à la délégation congolaise de découvrir également le fonctionnement du Fond Commun pour l'Education (FCE), un outil de financement du secteur unique en son genre. Subventionné par le Gouvernement et ses partenaires financiers (Belgique, France, Luxembourg et Royaume-Uni) il est coordonné par le Ministère de l'Education burundais. Opérationnel depuis 2008, le FCE intervient notamment dans les frais de formation des élèves et le développement des infrastructures. Il prend également en charge la formation des enseignants et les manuels scolaires. Finalement, il permet aux écoles de fournir un repas par jour aux élèves. Une contribution modique (5 \$ US) est toutefois demandée afin d'attester la motivation de l'apprenant. Les structures de l'état bénéficient en outre de la rapidité du décaissement des budgets, en l'absence d'un Ministère du Budget.

Fort de ces observations, la mission a formulé à son retour

une série de recommandations au Ministère de tutelle congolais. Parmi elles, la sélection des filières de formation les plus porteuses d'emploi et les plus rentables, et l'harmonisation de l'appui financier. La découpe en modules pédagogiques pourrait ensuite être progressivement introduite afin de permettre aux apprenants congolais de choisir uniquement les modules qu'ils désirent et de bénéficier ainsi d'une plus grande flexibilité.

Portes Ouvertes et journée des métiers à Lubumbashi et Matadi

Un tel évènement n'était plus arrivé depuis plusieurs années. Vendredi 29 juin 2012, le Centre de Formation Professionnel (CFP) de Katuba à Lubumbashi était bondé à l'occasion de la «journée portes ouvertes» organisée afin de présenter les travaux des apprenants lauréats des ateliers de coupe-couture, maçonnerie, menuiserie et de mécanique-auto. Les chefs d'entreprise de la province comme les parents, encadreurs et amis ont pu ainsi témoigner de la qualité des travaux présentés.

Un mois plus tard, c'était le CFP de Mvuzi à Matadi qui faisait vibrer la ville au rythme de leur journée portes ouvertes sur le thème : « la professionnalisation de la formation dans l'apprentissage des métiers par les jeunes au CFP de Mvuzi ». L'évènement était rehaussé par la présence de plusieurs personnalités politiques, civiles et policières ; sans oublier les pa-



rents, les jeunes et une foule d'anonymes venus nombreux.

En toile de fond de cette journée, des expositions et des démonstrations des techniques de production, des visites d'atelier et un défilé de mode, illustrant les travaux réalisés par les apprenants de chacune des filières organisées par le centre (secrétariat, froid et climatisation, soudure et ferronnerie, maçonnerie, menuiserie, mécanique automobile, coupe et couture, électronique, et électricité générale).

Ces activités s'inscrivent dans le plan de communication 2012 des CFP de Mvuzi et Katuba, élaboré avec l'appui de l'APEFE pour valoriser la formation professionnelle, en partenariat avec le Gouvernement congolais, représenté par le Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Selon les secteurs d'activités prioritaires identifiés en fonction des demandes du marché, l'APEFE soutient les CFP

à 3 niveaux : au niveau des ressources et de leur gestion, au niveau des contenus didactiques et des méthodes d'enseignement, et finalement au niveau de l'insertion socioprofessionnelle des apprenants.

L'APEFE réhabilite ou remplace également le matériel de production des ateliers, et renforce les compétences des formateurs et des gestionnaires afin d'appuyer l'évolution du CFP vers plus d'autonomie financière grâce à la mise en place d'activités productrices de revenus.

Apprenantes en «coupe-couture» du CFP de Mvuzi

Apprenant en «mécanique automobile» du CFP de Mvuzi



RD Congo

Appui à la production agroalimentaire et à l'organisation communautaire

Secteur : Agriculture

Budget : 2.121.234 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Partenariats

- Ministère de l'agriculture, pêche, élevage (MINAGRI)

La «Journée du marché» organisée par l'APEFE pour promouvoir les activités de l'Union des Producteurs Maraichers à Kinshasa

Description du programme

L'objectif global de ce programme est de contribuer au renforcement des capacités opérationnelles du Ministère de l'agriculture, pêche, élevage (MINAGRI) dans l'exécution de deux Programmes d'Actions Prioritaires (PAP) afin de contribuer à l'augmentation du revenu des petits producteurs de légumes, de viande de canard et de miel.

Axes d'intervention

- L'augmentation de la production moyenne du secteur d'activité afin d'atteindre respectivement par secteur : 10 têtes à 50 têtes de canards par éleveurs ; 71,84 litres à 109,05 litres de miel par apiculteur ; 200kg à 300kg par saison et par maraîcher.
- L'appui aux organisations faitières formelles, performantes et durables, par spéculation/localisation, reconnues juridiquement par l'Etat, à savoir : l'Union des coopératives d'éleveurs de canard regroupant 5 associations (120 membres) ; La Plateforme des apiculteurs de Cataracte (PLAAC) regroupant 10 associations d'apiculteurs (200 membres) ; L'Union des producteurs maraichers regroupant 15 associations de maraîchers (250 membres)
- Le renforcement des capacités de production / gestion / organisation afin de contribuer à améliorer le revenu des apiculteurs de la province du Bas-Congo (Districts Cataractes et Lukaya), des maraichers de la province de Kinshasa (ceinture verte Mbudi-Lutendele) et des aviculteurs de la province de Kinshasa (Kinshasa-ville)
- Ainsi que la mise à disposition de centres en matériel didactiques et manuels scolaires, kits informatiques et petites fournitures de bureau et de mobilier.



Témoignage

Gérard TULULU s'est toujours intéressé au monde des abeilles, en particulier pour récolter le miel dont la vente lui apporte une rentrée financière conséquente qui l'aide à subvenir aux nombreux besoins de sa famille.

Originaire de Muingu, dans le district des Cataractes au Bas-Congo, il possède aujourd'hui 34 ruches personnelles et 5 ruches APEFE. Ces dernières appartiennent à l'association ASAMU dont il est le conseiller.

Avant 2008 et le début de l'intervention de l'APEFE, Gérard pratiquait une apiculture très sommaire : fournir un logis aux abeilles, essayer d'empêcher les abeilles d'essaimer au mois d'avril et récolter le miel en juillet et août. La nature imposait ses lois et tant pis si les abeilles essaïmaient, désertaient la ruche ou s'affaiblissaient. Bon an mal an, Gérard récoltait ainsi entre 7 et 12 litres de miel par ruche.

De 2008 à 2010, l'APEFE a d'abord initié une dynamique apicole en regroupant les apiculteurs par sites, en leur offrant des formations pratiques, du matériel (ruches, voiles, gants, enfumoirs, etc.), et en réhabilitant une miellerie. Comprenant l'intérêt de cet appui, Gérard s'est directement associé aux activités du projet. Depuis 2011, l'APEFE a continué à renforcer les connaissances techniques des membres de

l'association pour améliorer la qualité de la production et de la transformation. Gérard a donc eu l'occasion de participer à des formations ainsi qu'à des exercices pratiques qui lui ont permis d'évoluer dans l'élevage des abeilles par exemple en apprenant à identifier et à remédier aux maladies et aux problèmes sanitaires des abeilles.

Pour Gérard, les bénéfices se situent bien au-delà du matériel fourni par l'APEFE. Ses connaissances des abeilles et de la colonie, et l'application des techniques apicoles, lui paraissent essentielles.

L'assistance technique au travers des formations lui a apporté cet appui qu'il attendait; il sait à présent comment conduire ses ruches au cours d'une saison apicole. Il ne se sent plus un «chasseur de miel» mais il est devenu un apiculteur confirmé qui avance vers la performance.

Grâce à une augmentation sensible de sa production en miel, Gérard voit l'avenir avec davantage d'espoir qu'autrefois, pour le bien-être de sa famille, en particulier la scolarisation de ses enfants.

RD Congo

*Appui à
l'amélioration
de la cogestion
des ressources
halieutiques sur
l'axe des rivières
M'fimi et
Lokoro*

Secteur : Agroalimentaire

Budget : 2.435.258 €

Période : 2011-2013

Source : UE / DGD

Partenariats

- *Ministère de l'agriculture, pêche, élevage (MINAGRI)*
- *Wallonie-Bruxelles International (WBI)*

*Séance d'information /
sensibilisation des pêcheurs
vivant sur les rives des rivières
M'fimi et Lokoro*

Description du programme

L'objectif global de ce programme est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire par la relance du secteur de la pêche artisanale dans la province du Bandundu afin de renforcer les capacités d'action de 600 pêcheurs « référents communautaires » constitués en micro-exploitation communautaire de pêche artisanale.

Axes d'intervention

- Le renforcement de la cogestion participative et durable des ressources halieutiques par les formations pratiques des services publics locaux de la pêche et des organisations locales des pêcheurs en matière de pêche responsable et sur les activités alternatives à la pêche, les techniques de pêche, les techniques améliorées de transformation des produits halieutiques, la gestion d'une organisation paysanne et l'alphabétisation financière, la cogestion des ressources halieutiques, les techniques culturelles, etc.
- L'amélioration de l'évacuation et la commercialisation des produits halieutiques vers les marchés non locaux (Kinshasa) à travers la mise en service de 2 baleinières. Dans ce circuit de commercialisation, AGROFOOD achète les produits des associations de villageois et leur propose du matériel de pêche et autres fournitures de première nécessité - en provenance de la capitale - de qualité et à des prix abordables.
- Le renforcement et l'opérationnalisation des capacités de production des pêcheries communautaires à travers la construction d'entrepôts de stockage (dans certains villages comme à Lobeke) et la création de centrales d'achat dans lesquels les habitants de toute la contrée viennent vendre leur production (essentiellement le maïs)





Témoignage

Martin NGOY WUTE est marié père de 3 enfants. Diplômé d'Etat et enseignant du secondaire, il habite le village de Lobeke, sur le bord du lac Maï-Ndombe dans la province du Bandundu. La pêche et l'agriculture constituent deux autres sources de revenu pour son ménage. Ce sont les activités qu'il réalise depuis plus d'une décennie, mais ses conditions de vie et de travail restent précaires.

Avec ses champs de maïs et de manioc et sa pêche traditionnelle, il arrive tout juste à produire une quantité suffisante pour son autoconsommation. Son salaire d'enseignant lui permettant à peine de subvenir aux autres besoins des membres de sa famille. Les soins de santé, l'habillement, les fourniture matérielles sont pour lui quasi inaccessibles, mais cette situation lui paraissait normale.

En novembre 2011, les animateurs du projet FOOD sont passés par son village pour sensibiliser la population sur la pêche responsable et aux activités alternatives à la pêche. En effet, les ressources en poisson du lac sont en constante diminution, pour ne pas dire en péril, à cause de l'anarchie qui règne dans le secteur. Les pêcheurs ne respectent pas les périodes de pêche, ni les frayères, ils recourent aussi même aux engins de pêche prohibés.

Dès la première rencontre avec l'équipe du projet FOOD-APEFE, Martin a compris la nécessité d'un regroupement en association des pêcheurs de son village. Ensemble, ils agissent pour préserver leur environnement et améliorer leurs conditions de vie et de travail. Avec le soutien du projet FOOD-APEFE, Martin et ses voisins on pu acheter du matériel de pêche et des vélos pour transporter

Vente de poisson au marché de Inongo chef lieu de la province du Maï Ndombe

les produits depuis les champs jusqu'à l'entrepôt, construit avec l'aide d'AGROFOOD. En cultivant ensemble de grandes étendues, Martin et ses co-associés ont obtenu de meilleures récoltes, qui une fois venues ont permis de générer des revenus supplémentaires. Grâce à l'assistance sociale de ses co-associés, chacun peut désormais s'acquitter à temps des frais d'hospitalisation en cas de maladie d'un membre de sa famille. Au début de cette saison, Martin s'était fixé un objectif : s'acheter une mousse et un vélo Kinga 4X4 et il l'a réalisé. Dans un futur proche, il entrevoit de rénover son habitat en aménageant une nouvelle toiture en tôle. Les achats sont déjà en cours.

Rwanda

Programme d'appui à la Formation Professionnelle (PAFP)

Secteur : EFTP

Budget : 3.140.187 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Contexte

Le système éducatif rwandais se trouve dans une phase de réorganisation qui touche à ses fondations. L'enseignement primaire de 6 années, obligatoire pour tous les enfants, s'ouvre vers un enseignement de 9 années (9 Years Basic Education). Pour les institutions de formation professionnelle ceci signifie qu'elles accueilleront dans le futur, au fur et à mesure de la généralisation de l'enseignement de base de 9 ans, des élèves qui auront alors l'âge de 15 à 17 ans. Il n'y aura plus de place pour les Centres de formation des jeunes (CFJ) qui se transformeront en Centres de formation professionnelle (CFP). La formation de type « non formelle » qui accueille des jeunes âgés de 16 ans ou plus deviendra une formation de type « formelle ». Il reste encore à voir quel type d'éducation et de formation prendra en charge les jeunes qui ont abandonné l'école à des niveaux plus bas.

Partenariats

- Workforce Development Authority (Ministère de l'Education)
- Integrated Polytechnical Regional Center IPRC-South (IPRC-S)
- VVOB : Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelings-samenwerking en Technische Bijstand (VVOB)
- Coopération Technique Belge (CTB)

Description du programme

Ce programme s'inscrit dans une démarche commune de trois acteurs belges de la coopération au développement actifs dans le secteur de la formation professionnelle : la Coopération Technique Belge (CTB) et le Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelings-samenwerking en Technische Bijstand (VVOB) et l'APEFE. En 2012, le personnel du Workforce Development Authority est en place et a été en partie formé ; la plupart des curricula ont été finalisés et validés ; au niveau de la province du Sud, les comités pédagogiques sont en place et les membres sont formés ; au niveau des écoles ciblées, les formations à l'attention des directions et des enseignants se sont multipliées, permettant d'observer des changements concrets dans le vécu scolaire des élèves.

Axes d'intervention

- La création et l'adaptation de 14 curricula complets et conformes aux standards.
- L'harmonisation selon les méthodes de pédagogie active des critères de construction des séquences d'enseignement-apprentissage dans 50% des établissements de formation de la province du Sud.
- L'application dans les filières appuyées de 80% des curricula validés par les enseignants et formateurs de la province du Sud.
- Le renforcement de 6 centres de formation de la province du Sud dans leur capacité à répondre à des demandes de formations (dans un premier temps uniquement pour le secteur de l'agro-alimentaire).



Judith Mukagabe est formatrice en cuisine depuis 2009 au CFP de Mpanda

Témoignage

Je m'appelle Judith Mukabadege, j'ai 48 ans, j'habite la province du Sud dans le district de Ruhango, sur la colline de Kigarama. Je suis formatrice depuis 12 ans, mais je ne suis formatrice en cuisine au centre de formation professionnelle (CFP) de Mpanda que depuis 2009. Je suis mariée et mère de 4 enfants. Toute ma famille est à ma charge, mon mari étant chômeur depuis longtemps. Il est vétérinaire mais dans le district il y en a déjà beaucoup alors la concurrence est rude. J'ai fait les humanités puis l'école normale technique. Aujourd'hui je suis en train de terminer un baccalauréat Lettres et Education au Kigali Institute of Education pour compléter ma formation en pédagogie. Je voudrais pouvoir étudier et renforcer mes compétences techniques dans une école hôtelière supérieure. Dans l'avenir, j'aimerais ouvrir un restaurant car le secteur de l'hôtellerie est plus rémunérateur que l'éducation. L'APEFE soutient mon centre (Mpanda) depuis longtemps.

Grâce à l'APEFE, j'ai bénéficié de formations sur les techniques culinaires et agro-alimentaires. Avec Alain, l'assistant technique en agroalimentaire, nous avons fait des voyages d'études très instructifs dans d'autres provinces pour visiter des entreprises. J'ai bénéficié de formations sur les méthodes actives avec les assistants techniques locaux, Gemma et Jean-Damascène. Plus récemment, l'APEFE collabore avec d'autres partenaires belges dans un programme commun, le Programme d'Appui à la Formation Professionnelle. Dans le cadre de ce programme, on nous aide à appliquer la réforme de la formation technique et professionnelle. Avec Aline et Sophie, les assistantes techniques en pédagogie, j'ai été formée aux pratiques de classe et d'évaluation qui permettent de mettre en œuvre l'approche par compétences. J'ai aussi été formée en TIC, et nous allons bientôt commencer des cours d'anglais. J'ai toujours aimé être formatrice et j'ai vraiment le souci de m'améliorer.

Les formations me font prendre conscience de beaucoup de choses que j'essaie d'appliquer immédiatement. Aujourd'hui j'ai une bonne réputation et certains enfants viennent s'inscrire spécialement à mes cours. Avec l'approche par compétence j'ai compris que chaque élève doit être compétent et capable de faire quelque chose en sortant de la formation, et que pour cela, il faut s'occuper de lui individuellement. J'essaie aussi de placer mes élèves en stage, c'est de plus en plus facile car je peux maintenant compter sur un réseau d'anciens élèves employés dans l'hôtellerie. Bien sûr ce n'est pas tous les jours facile, il y a encore beaucoup de problèmes. Dans la formation professionnelle, développer les compétences individuelles des élèves demande beaucoup de matériel. Malgré le soutien de la coopération belge, nous en manquons souvent. Il est difficile de faire de la qualité dans le contexte rwandais où la priorité pour l'instant est l'accès à la formation pour plus grand nombre. Les effectifs et les contraintes économiques sont importants. Il faudrait sensibiliser davantage les chefs d'établissement à la qualité afin qu'ils s'impliquent dans la conduite du changement et soutiennent les initiatives des enseignants motivés et innovants.

Aaron Muragijimana est chargé de la supervision de l'approche méthodologique des écoles

Je m'appelle Aaron Muragijimana, j'ai 30 ans. Je suis pédagogue de formation. J'ai été recruté à l'IPRC/S en novembre 2011 en tant que «schools methodologic monitor». Avant, j'étais enseignant d'anglais. Je suis également qualifié pour être formateur de formateurs dans l'enseignement général. J'aimerais faire un master en sciences de l'éducation pour progresser dans ma carrière. J'aimerais aussi étudier des disciplines plus techniques, comme les TICE ou l'hôtellerie-tourisme, pour pouvoir les enseigner.

Pour moi, l'APEFE est intégrée dans le programme commun belge, je n'ai jamais travaillé avec elle en tant qu'entité à part. Mais c'est vrai que sur le terrain, j'ai surtout affaire aux coopérants de l'APEFE, George, Aline et Sophie, particulièrement depuis que j'ai été nommé coordinateur du comité pédagogique. Au départ, je me suis dirigé vers la FPT pour transmettre mes compétences en pédagogie. Aujourd'hui grâce aux formations, j'ai appris énormément. Comment communiquer et collaborer en équipe, avoir une méthodologie et organiser dans mon travail, comment planifier et mettre en œuvre les activités. J'ai gagné en confiance et je suis désormais capable d'utiliser les techniques d'animation participatives et actives. C'est devenu une réalité dans mon travail et non plus de la simple théorie.



Témoignage

Propos recueillis par Aline Filliot et Sophie HOLLIDAY, APEFE - Rwanda

Amélioration de l'adéquation formation-emploi au Cambodge, Laos et au Vietnam

Secteur : EFTP

Budget : 1.462.885 €

Période : 2011-2013

Source : DGD

Partenariats

- *MTFP : Ministère du Travail et de la Formation professionnelle*
- *MEN : Ministère de l'Éducation et des sports*
- *MEF : Ministère de l'Éducation et de la Formation, Département de Formation professionnelle*
- *MOLISA : Ministère du Travail, des Invalides de Guerre et des Affaires Sociales*
- *OIF : Organisation Internationale de la Francophonie*
- *CREFAP : Centre régional francophone Asie-Pacifique*

Contexte

Pour suivre l'intégration à l'économie mondiale, le Cambodge, le Laos et le Vietnam doivent faire face à de nouveaux défis en terme d'emploi, de qualification des travailleurs et d'adéquation de la formation aux réalités du marché de l'emploi. Avec de surcroît, une méfiance importante des responsables de société quant aux diplômés du secteur professionnel, favorisant le manque de reconnaissance professionnelle des diplômés.

Description du programme

Le programme vise à améliorer l'adéquation entre la formation et l'emploi au Cambodge, Laos et au Vietnam. Pour ce faire il constitue des réseaux croisés d'informations, d'échanges et d'assistance entre les responsables des systèmes de formation technique et professionnelle dans les trois pays, et utilise un ensemble d'outils partagés de collaboration et de documentation pour implanter un cursus complet suivant l'Approche par Compétences (APC) dans 18 écoles pilotes au total (dont 10 au Vietnam, 4 au Laos et 4 en Cambodge) dans les 5 filières sélectionnées par les partenaires (gestionnaire de grande surface, gestionnaire de stock, technicien en mécanique automobile, technicien en froid commercial, technicien en mécanique agricole). En 2012 plus de 150 activités ont été organisées en concordance avec les politiques sectorielles des 3 pays.

Axes d'intervention

- Le renforcement des capacités de formulation et de gestion des politiques de la FTP à travers l'organisation de séminaires internationaux et la formation des cadres gestionnaires (approche sectorielle) et des formateurs de formateurs (ingénierie de la formation)
- Le renforcement des capacités de régulation en matière de suivi-évaluation des systèmes FTP à travers des regroupements des cadres des institutions partenaires pour la mise en place d'un modèle régional de gestion de la qualité des centres de FPT ; la formation des cadres nationaux et régionaux à l'évaluation des systèmes, aux systèmes d'audit (gestion de la qualité); et le soutien à la mise en place de dispositif de suivi-évaluation interne de l'efficacité des établissements.
- L'expérimentation et l'évaluation des programmes et des contenus de FTP selon l'APC dans les (20) établissements pilotes dans les filières sélectionnées par les partenaires et le renforcement des compétences pédagogiques et techniques des formateurs et des gestionnaires éducatifs selon l'APC.

Article

Une excellente qualité de gestion

Évalué en 2012 au niveau de sa pertinence, de son efficacité et de son efficacité, le programme régional de l'APEFE en Asie s'est démarqué par le très haut niveau d'appropriation du projet par les autorités partenaires. Au cœur de la Déclaration de Paris, ces critères d'harmonisation ont été reliés lors de l'évaluation aux thèmes transversaux tels que le genre, l'environnement ou l'économie sociale.

Une étude sectorielle pilote

Au Vietnam, le Ministère de l'Éducation a choisi la filière de gestionnaire de supermarché, tandis que le MOLISA a choisi la filière de la mécanique automobile, pour faire l'objet des exercices développés lors de la formation de ses ingénieurs pédagogiques et des représentants des écoles-pilotes. Les modules et les exercices pratiques portent ainsi directement sur les réalités vécues sur le terrain. Au Laos, le Ministère de l'Éducation a choisi de développer la filière « mécanique agricole », tandis que le Ministère de tutelle au Cambodge (MLVT) a opté quant à lui pour le profil de frigoriste.



Témoignage

Je m'appelle ING Ramy. Je suis assistante technique pour l'APEFE à Phnom Penh depuis juillet 2011. Enseignante de français de formation, je dispense encore des cours au Département d'Études Francophone de l'Université Royale de Phnom Penh. Mon travail a deux composantes : une composante organisationnelle et une composante pédagogique. Tout d'abord, je suis le lien entre le Ministère du Travail et de la formation professionnelle du Cambodge et l'APEFE à Hanoi. J'organise, avec le Ministère, la mise en place des activités, j'accueille les formateurs externes et je m'assure que tout est en place pour les formations et les séminaires. Ensuite, je soutiens les intervenants dans leurs animations, je régule et facilite le travail. Il faut en effet savoir que les interventions se font avec traducteurs car peu de cambodgiens maîtrisent le français ou tout autre langue étrangère.

Le programme REG100 est un programme très important, très intéressant car il touche un parent pauvre des systèmes éducatifs, la formation professionnelle, surtout au Cambodge parce que bientôt les 10 pays de l'ASEAN vont échanger de la main d'œuvre, permettre la libre circulation des travailleurs, la mobilité touchera une main d'œuvre de qualité formées avec les standards internationaux et l'APEFE s'occupe justement de la qualité des systèmes d'enseignement et donc de la qualité des futurs travailleurs.

Un soutien très apprécié

Le directeur des Editions Foucher, Olivier Jaoui, a concédé officiellement les droits relatifs à 4 référentiels de formation technique et professionnelle, au bénéfice du projet. Ces 4 livres écrits par Thierry Lefeuvre, portent sur le thème du métier de gestionnaire de supermarché. Leur contenu sera traduit en vietnamien et fera l'objet de 11 fascicules.

Sénégal

Renforcement du système de Formation Professionnelle et Technique (FPT)

Secteur : EFTP

Budget : 2.160.481 €

Période : 2008-2013

Source : DGD

Partenariats

- Le Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat (MFPAA)

Contexte

Pour suivre l'intégration à l'économie mondiale, le Cambodge, le Laos et le Vietnam doivent faire face à de nouveaux défis en terme d'emploi, de qualification des travailleurs et d'adéquation de la formation aux réalités du marché de l'emploi. Avec de surcroît, une méfiance importante des responsables de société quant aux diplômés du secteur professionnel, favorisant le manque de reconnaissance professionnelle des diplômés.

Description du programme

Ce programme vise à renforcer le système de Formation Professionnelle et Technique (FPT) au travers d'un appui structurel au ministère de tutelle et ses instituts de formation de formateurs : l'École Normale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnel (ENSETP), l'École Nationale de Formation en Economie Familiale et Sociale (ENFEFS) et le Centre National de Formation des Maîtres d'Enseignement Technique et Professionnel (CNFMETP) de Kaffrine.

Axes d'intervention

- L'écriture et la réécriture des curricula selon l'APC
- Le renforcement de capacités et la formation continue des formateurs de tous les départements à l'APC
- La formation en planification et suivi-évaluation des agents des directions et services du niveau central
- La formation en management des cadres des structures nationales de formation de formateurs afin qu'ils appliquent de façon efficiente les outils et techniques de management dans leurs structures.



Article

Mission de Suivi

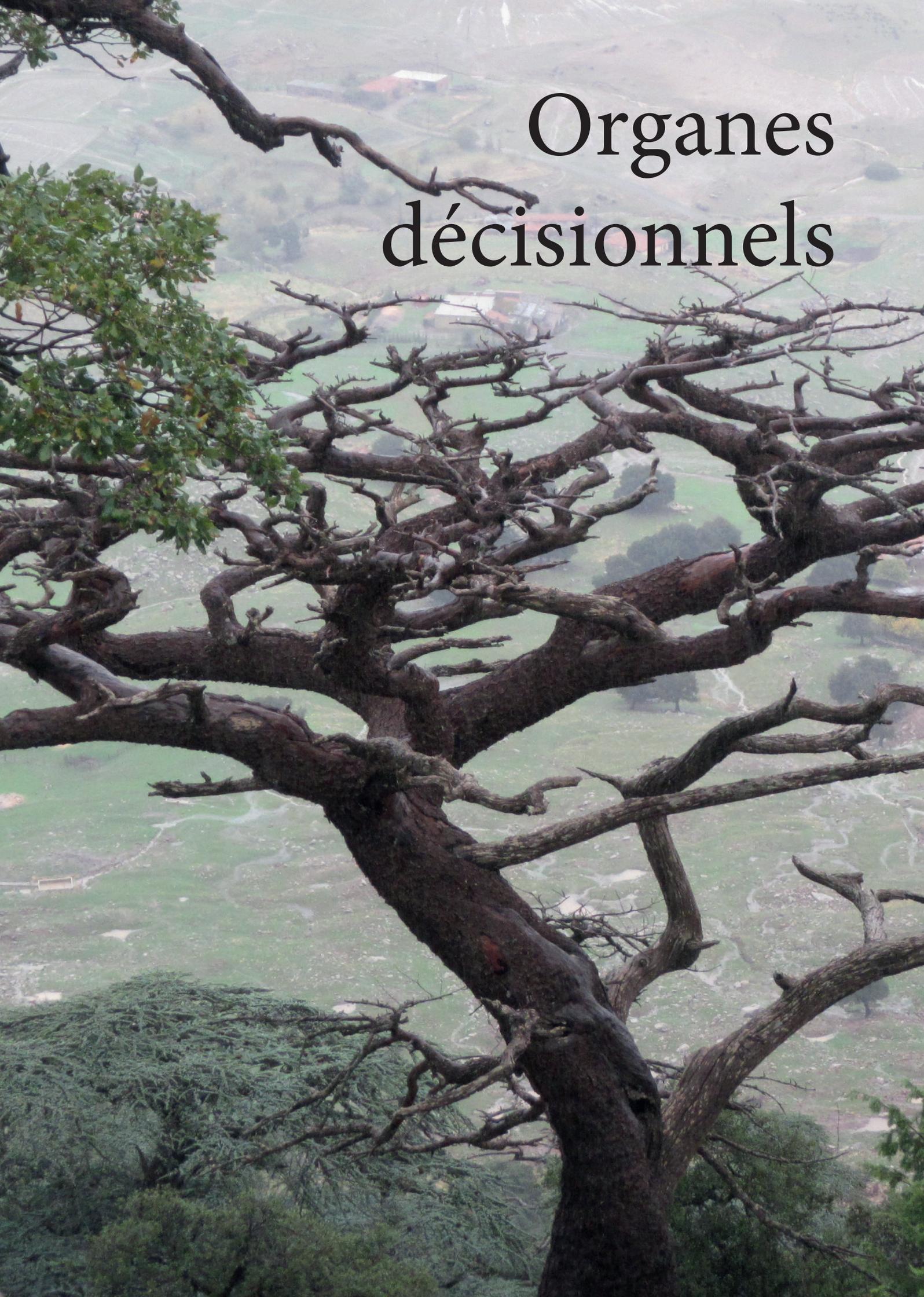
Début novembre, Luc Ameye, responsable géographique (RGEO) pour l'APEFE au Sénégal, était en mission à Dakar et Kaffrine. Le but était entre autres de faire le bilan de l'état d'avancement des activités et de définir les orientations stratégiques jusque fin 2013, pour la bonne continuité du programme, développé en étroite collaboration avec les autorités sénégalaises, depuis de nombreuses années.

L'École Normale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnel (ENSETP) de l'Université Cheikh Anta Diop, l'École Nationale de Formation en Economie Familiale et Sociale (ENFEFS) et le Centre National de Formation des Maîtres d'Enseignement Technique et Professionnel (CNFMETP) forment les futurs enseignants en formation technique et professionnelle (FTP). Ces centres sont appuyés par l'APEFE pour améliorer la qualité des formations et augmenter le nombre d'enseignants disponibles sur le marché de l'emploi.

La mise en relation des entrepreneurs et des formateurs permet au secteur privé d'intégrer le processus et de formuler ses priorités, notamment au niveau du profil de compétences, de l'organisation des stages et de la certification. En intervenant à tous les niveaux académiques, l'APEFE renforce toute la filière de formation technique et professionnelle, en augmentant l'employabilité des futurs diplômés.

Réunion de l'équipe de coordination du projet à Dakar

Organes décisionnels



Membres de l'AG

L' A.P.E.F.E. est une association sans buts lucratifs qui regroupe notamment les représentants des administrations et institutions relevant de la Communauté française, de la Région wallonne, du Service Public Fédéral - Affaires Etrangères, Commerce Extérieur, Coopération au Développement et d'autres autorités compétentes ainsi que des Délégués des organisations représentatives de l'enseignement subventionné.

Rudy DEMOTTE	Ministre-Président des Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne. Président de l'APEFE.
Paul MAGNETTE	Ministre fédéral de la Coopération au Développement. Vice-Président de l'APEFE.
Marie-Dominique SIMONET	Ministre de l'Enseignement obligatoire. Vice-Présidente de l'APEFE.
Fabrice AERTS BANKEN	Directeur général adjoint. Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles.
Jacques BOUNAMEAUX	Administrateur général. IFAPME.
Francis BRANCART	Directeur. Direction de la Politique environnementale. Département des politiques européennes et des Accords internationaux. Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement.
Serge CARABIN	Directeur général. Direction général de la Santé. Ministère de la Communauté française de Belgique.
Edgard d'ADESKY	Conseiller à la DGD.
Vinciane DE KEYSER	Secrétaire générale adjointe de la FEDSUC.
Pierre DEHOMBREUX	Vice-Recteur aux Relations internationales UMONS.
Frédéric DELCOR	Secrétaire général.
Amar DERNI	Directeur général adjoint. Direction générale de l'Enseignement non-obligatoire et de la Recherche scientifique.
Florence DESHUYTENEER	Attachée en charge de la Coopération bilatérale directe avec les pays partenaires en Afrique de l'Ouest à la Direction « programmes gouvernementaux ».
Anne DETHY	Directrice. Direction de la Politique agricole régionale.
Michèle DEWORME	Attachée en charge de projets initiés pour les ONG à la Direction « programmes non gouvernementaux »
Jean DUMORTIER	Directeur général honoraire. Ministère de l'Education nationale.
Mondher EL JAZIRI	Faculté des Sciences de l'ULB.
Christine FAVART	WBI.
Roberto GALLUCCIO	Administrateur délégué du CPEONS.
Etienne GILLIARD	Directeur des Relations internationales de la Communauté française.

Lise-Anne HANSE	Directrice générale à la Direction de l'Enseignement obligatoire. Administration générale de l'Enseignement et de la recherche scientifique.
Corinne HEUS	Attachée en charge de la Coopération Universitaire francophone à la Direction « programmes non-gouvernementaux ».
Jacqueline JOURNEE	Attachée à la Direction des Politiques transversales du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle (DG06).
Robert JEUKENS	Chargé de mission auprès du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française.
Chantal KAUFMANN	Directrice générale à la DGENORS.
Charles Etienne LAGASSE	Directeur général adjoint WBI.
Philippe LEBAILLY	Professeur à la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux. Economie et développement. Représentant de la CUD.
Thierry LEMOINE	Direction des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.
Alexandre LODEZ	Directeur de l'Institut Supérieur St. Martin.
Jean-Pierre LOIR	Conseiller général auprès de la DGD. Direction « programmes humanitaires et de sécurité alimentaire » - programmes non gouvernementaux.
Sylvie MARIQUE	Directrice générale. Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé.
Françoise MASSART	Professeur. Unité des Relations Internationales à l'UCL.
Raymond MIDE LAIRE	Gestionnaire de projets à la Direction « programmes spéciaux ».
Raymond MICHEL	Premier Attaché. Direction générale de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Patrimoine.
Philippe MONFILS	Député européen.
Danièle MOREAU	WBI.
Philippe SUINEN	Administrateur général de Wallonie Bruxelles International. Administrateur délégué de l'APEFE.
Jean-Pierre THOMAS	Directeur. Direction des Ressources humaines, des pouvoirs locaux. Département des Ressources humaines et du Patrimoine, des pouvoirs locaux. Direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé.
Jean-Louis THONNARD	Professeur à l'UCL – Institut des Neurosciences.
Marie-Christine VAN BOCKESTAL	Administratrice général du FOREM.

Membres du CA

Rudy DEMOTTE	Ministre-Président des Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne. Président de l'APEFE.
Paul MAGNETTE	Ministre fédéral de la Coopération au Développement. Vice-Président de l'APEFE.
Marie-Dominique SIMONET	Ministre de l'Enseignement obligatoire. Vice-Présidente de l'APEFE
Jacques BOUNAMEAUX	Administrateur général. IFAPME
Francis BRANCART	Directeur. Direction de la Politique environnementale. Département des politiques européennes et des Accords internationaux. Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement.
Serge CARABIN	Directeur général. Direction général de la Santé. Ministère de la Communauté française de Belgique.
Edgard d'ADESKY	Conseiller à la DGD.
Vinciane DE KEYSER	Secrétaire générale adjointe de la FEDSUC.
Frédéric DELCOR	Secrétaire général.
Florence DESHUYTENEER	Attachée en charge de la Coopération bilatérale directe avec les pays partenaires en Afrique de l'Ouest à la Direction « programmes gouvernementaux ».
Anne DETHY	Directrice. Direction de la Politique agricole régionale.
Roberto GALLUCCIO	Administrateur délégué du CPEONS.
Etienne GILLIARD	Directeur des Relations internationales de la Communauté française.
Lise-Anne HANSE	Directrice générale à la Direction de l'Enseignement obligatoire. Administration générale de l'Enseignement et de la recherche scientifique.
Jacqueline JOURNEE	Attachée à la Direction des Politiques transversales du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle (DG06).
Chantal KAUFMANN	Directrice générale à la DGENORS.
Charles Etienne LAGASSE	Directeur général adjoint WBI.
Philippe LEBAILLY	Professeur à la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux. Economie et développement. Représentant de la CUD.
Thierry LEMOINE	Direction des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

Jean-Pierre LOIR	Conseiller général de la Direction « programmes humanitaires et de sécurité alimentaire » - programmes non gouvernementaux
Sylvie MARIQUE	Directrice générale. Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé.
Françoise MASSART	Professeur. Unité des Relations Internationales à l'UCL.
R. MICHEL	Premier Attaché. Direction générale de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Patrimoine.
Peter MOORS	Directeur général à la DGD
Marcel REMON	Professeur aux FUNDP. Département Mathématique.
Philippe SUINEN	Administrateur général de Wallonie Bruxelles International. Administrateur délégué de l'APEFE.
Marie-Christine VAN BOCKESTAL	Administrateur général du FOREM
Alain VERHAAGEN	Chargé de cours à l'ULB

Coordonnées

L'APEFE en Belgique

2, Place Saintelette
1080 - BRUXELLES
Tél. : + 32 2 421 82 83
Fax : + 32 2 421 83 86

L'APEFE en Bolivie

c/o Délégation Wallonie - Bruxelles
Edificio Monroy Vélez Piso 5a, Oficina n° 3,
Calle 21, n° 8350 San Miguel - LA PAZ
Tél. : + 591 221 46 050
Fax : + 591 221 21 316

L'APEFE en Haïti

c/o Délégation Wallonie - Bruxelles
Complexe Lafayette, Appartement # 7
1, Delmas 71, rue Serin - PORT-AU-PRINCE
Tél. / Fax : + 509 2 49 86 37

L'APEFE en Algérie

24, chemin El Bakri (ex. Mackley)
Ben Aknoum 16306 - ALGER
Tél : + 213 21 79 68 41
Fax : + 213 21 79 68 37

L'APEFE en Mauritanie

s/c Ministère Délégué auprès du Premier Mi-
nistre chargé de l'Environnement et du Déve-
loppement Durable - Direction de la Protection
de la Nature (MDEDD-DPN)
B.P. 170 - NOUAKCHOTT
Tél. : + 222 41 07 93 30
Tél. : + 222 27 05 91 64

L'APEFE en Palestine

c/o Bethlehem Arab Society for Rehabilitation
Specialized Rehabilitation & Surgery Hospital
P.O. Box 100 - BETHLEHEM
Tél. : + 970 2 274 4050
Fax : + 970 2 274 4053

L'APEFE au Maroc

c/o Délégation Wallonie - Bruxelles
4, Rue Jaâfar Assadiq
Agdal - RABAT
Tél. : + 212 537 67 41 15
Fax : + 212 537 67 40 94

L'APEFE en RDC

c/o Délégation Wallonie - Bruxelles
206, avenue de la Nation
Gombe - KINSHASA
Tél. : + 243 82 191 20 48

L'APEFE au Rwanda

c/o Ambassade de Belgique
1, Boulevard de l'Umuganda Kacyiru - KIGALI
Tél. / Fax : + 250 5 71 808

L'APEFE au Burundi

c/o Délégation Wallonie - Bruxelles
Route Rumonge - BUJUMBURA
Tél. : + 257 22 24 67 10

L'APEFE au Burkina Faso

01 BP 6625 - OUAGADOUGOU 01
Tél. /Fax : + 226 50 31 65 00

L'APEFE au Bénin

c/o Délégation Wallonie - Bruxelles
01 BP 3589 - COTONOU
Tél. : + 229 21 30 73 35
Fax : + 229 21 30 42 71

L'APEFE au Sénégal

c/o Délégation Wallonie - Bruxelles
14, avenue des Jambaar
B.P. 6279 - DAKAR
Tél : + 221 33 8 49 29 70
Fax : + 221 33 8 21 75 15

L'APEFE au Vietnam

c/o Délégation Wallonie - Bruxelles
Centre Daeha – 5ème étage (505)
360, Kim Ma Quartier Ba Dinh - HANOI
Tél. : + 844 77 16 251
Fax : + 844 77 16 253

Rapport d'Activités de
l'Association pour la Promotion
de l'Education et de la
Formation à l'Etranger (APEFE)

Textes : APEFE

Coordination :
Violaine Delhaye

Photo de couverture :
Marie Del Marmol

Mise en page :
Violaine Delhaye

Editeur Responsable :
Stephan Plumet

APEFE asbl
2 Place Sainctelette
B-1080 Bruxelles

(T) + 32 2 421 83 83
(F) + 32 421 83 86
(E) apefe@apefe.org

www.apefe.org

Disponible en téléchargement
sur le site internet de l'APEFE

